



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

Halifax

Nova Scotia

B3J 1T3

Bid Fax: (902) 496-5016

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Atlantic Region Acquisitions/Région de l'Atlantique
Acquisitions

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

Halifax

Nova Scot

B3J 1T3

Title - Sujet Holiday Island Rescue Boat	
Solicitation No. - N° de l'invitation T2012-200020/A	Date 2020-07-22
Client Reference No. - N° de référence du client T2012-20-0020	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$HAL-202-11027	
File No. - N° de dossier HAL-0-85061 (202)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-08-11	Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Young, Chris	Buyer Id - Id de l'acheteur hal202
Telephone No. - N° de téléphone (902) 476-8829 ()	FAX No. - N° de FAX (902) 496-5016
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF TRANSPORT PROGRAMS, HERITAGE CRT 95 FOUNDRY ST P.O.BOX 42 MONCTON NEW BRUNSWICK E1C8K6 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	3
1.2 ÉNONCÉ DES BESOIN	3
1.3 COMPTE RENDU	3
1.4 ACCORDS COMMERCIAUX.....	3
1.5 SERVICE CONNEXION POSTEL.....	3
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	3
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	3
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	6
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	6
2.4 LOIS APPLICABLES	7
2.5 VISITE FACULTATIVE DU NAVIRE	7
2.6 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS.....	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	9
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	10
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	11
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	11
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	11
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	11
6.2 ÉNONCÉ DES BESOIN	12
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	12
6.4 DURÉE DU CONTRAT	12
6.5 RESPONSABLES.....	12
6.6 PAIEMENT	13
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	15
6.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	15
6.9 LOIS APPLICABLES	15
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	16
6.11 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	16
6.14 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	16
6.12 ASSURANCE	16
6.13 INSPECTION ET ACCEPTATION	16
ANNEXE « A »	17
ÉNONCÉ DES BESOIN.....	17
ANNEXE « B »	18
BASE DE PAIEMENT	18

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T2012-200020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
T2012-20-0020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-0-85061

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL202
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C ».....	20
CODE DE CONDUITE EXIGENCE	20
ANNEXE « D » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	21
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	21
ANNEXE « E ».....	22
LA MÉTHODE DE SÉLECTION DE L'ENTREPRENEUR – CRITÈRES DE SÉLECTION	22
ANNEX “F”	32
CONFIRMATION PAR LE FOURNISSEUR DE LA PORTÉE DE L'APPROVISIONNEMENT	32

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Il n'y a aucune exigence de sécurité associée à cette exigence.

1.2 Énoncé des Besoin

Transports Canada souhaite établir un marché pour la fourniture et la livraison d'un système intégré de nouveaux canots de sauvetage et de bossoirs de mise à l'eau pour le NM Holiday Island. Ces embarcations serviront à la fois pour les opérations de sauvetage d'homme à la mer et pour le rassemblement de radeaux de sauvetage. Le NM Holiday Island est un roulier à passagers offrant un service entre Wood Islands (Île-du-Prince-Édouard) et Caribou (Nouvelle-Écosse). Se reporter l'annexe A « Énoncé des exigences » pour obtenir tous les détails.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.5 Service Connexion postal

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Les instructions uniformisées 2003 sont modifiées comme suit :

- L'article 05, Présentation des soumissions, est modifié comme suit

- Le paragraphe 1 est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit : « Le Canada exige que chaque soumission, à la date et à l'heure de clôture de la demande de soumissions ou sur demande de l'autorité contractante, par exemple dans le cas d'une soumission acheminée par Connexion postal, soit signée par le soumissionnaire ou par son représentant autorisé. Si une soumission est présentée par une coentreprise, elle doit être conforme à l'article intitulé Coentreprise. »
- L'alinéa 2d. est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit : « de faire parvenir sa soumission uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) indiqué dans la demande de soumissions ou à l'adresse indiquée dans la demande de soumissions, selon le cas; »
- L'alinéa 2e. est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit : « de veiller à ce que le nom et le numéro d'entreprise - approvisionnement du soumissionnaire, l'adresse de l'expéditeur, le numéro de la demande de soumissions ainsi que la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions soient clairement indiqués dans la soumission; et »
- L'article 06, Soumissions déposées en retard, le texte est entièrement supprimé et remplacé par le texte suivant : « TPSGC renverra les soumissions livrées après la date et l'heure de clôture stipulées dans la demande de soumissions, à moins que ces soumissions ne soient considérées comme des soumissions retardées selon les circonstances énoncées à l'article intitulé Soumissions retardées. Les soumissions transmises par un moyen autre que le service Connexion postal de la Société canadienne des postes seront renvoyées. Dans le cas des soumissions transmises à l'aide du service Connexion postal, les conversations initiées par le Module de réception des soumissions à l'aide du service Connexion postal qui comporte un accès, des dossiers et des renseignements relatifs à une soumission déposée en retard seront supprimées. »
- L'article 07, Soumissions retardées, est modifié comme suit :
 - Le paragraphe 1 est modifié pour ajouter l'élément de preuve suivant : « d : une date et heure de l'envoi du service Connexion postal de la SCP indiquée dans l'activité de la conversation du service Connexion postal. »
- l'article 08, Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal, est modifié comme suit :

le sous-article 2. est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit :

2. Connexion postal

- a. Sauf indication contraire dans la demande de soumissions, les soumissions peuvent être transmises à l'aide du service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes.
 - i. Bureaux régionaux de TPSGC : La seule adresse de courriel acceptable avec Connexion postal pour transmettre une réponse à une demande de soumissions établie par les bureaux régionaux de TPSGC est indiquée dans la demande de soumissions.

TPSGC.RARceptionSoumissionsNE-ARBidReceivingNS.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca
- b. Pour transmettre une soumission à l'aide du service Connexion postal, le soumissionnaire doit utiliser l'une des deux options suivantes :
 - i. envoyer directement sa soumission uniquement à l'Unité de réception des soumissions de TPSGC précisée à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du

service Connexion postel en vigueur entre son entreprise et la Société canadienne des postes; ou

- ii. envoyer dès que possible et, dans tous les cas, au moins six jours ouvrables avant la date de clôture de la demande de soumissions (afin de garantir une réponse), un courriel qui contient le numéro de la demande de soumissions à l'Unité de réception des soumissions de TPSGC précisée pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postel. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postel reçues après cette date pourraient rester sans réponse.
- c. Si le soumissionnaire envoie un courriel demandant le service Connexion postel à l'Unité de réception des soumissions précisée dans la demande de soumissions, un agent de l'Unité de réception des soumissions entamera alors la conversation Connexion postel. La conversation du service Connexion postel créera une notification par courriel de la Société canadienne des postes invitant le soumissionnaire à accéder au message dans la conversation et à prendre les mesures nécessaires pour répondre. Le soumissionnaire pourra transmettre sa soumission en réponse à la notification à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- d. Si le soumissionnaire utilise sa licence d'entreprise en vigueur pour envoyer sa soumission, il doit maintenir la conversation Connexion postel ouverte jusqu'à au moins 30 jours ouvrables après la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- e. Le numéro de la demande de soumissions devrait être indiqué dans le champ réservé à la description dans toutes les transmissions électroniques.
- f. Il est important de savoir qu'il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion postel. Si le soumissionnaire n'en a pas, il peut utiliser l'adresse de l'Unité de réception des soumissions indiquée dans la demande de soumissions pour s'inscrire au service Connexion postel.
- g. Dans le cas des transmissions par le service Connexion postel, le Canada ne pourra pas être tenu responsable de tout retard ou panne touchant la transmission ou la réception des soumissions. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
 - i. réception d'une soumission brouillée, corrompue ou incomplète;
 - ii. disponibilité ou état du service Connexion postel;
 - iii. incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
 - iv. retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
 - v. défaut de la part du soumissionnaire de bien indiquer la soumission;
 - vi. illisibilité de la soumission;
 - vii. sécurité des données contenues dans la soumission;
 - viii. incapacité de créer une conversation électronique par le service Connexion postel.

- h. L'Unité de réception des soumissions enverra un accusé de réception des documents de la soumission au moyen de la conversation Connexion postel, peu importe si la conversation a été initiée par le fournisseur à l'aide de sa propre licence ou par l'Unité de réception des soumissions. Cet accusé de réception ne confirmera que la réception des documents de soumission et ne confirmera pas si les pièces jointes peuvent être ouvertes ou si le contenu est lisible.
- i. Les soumissionnaires doivent veiller à utiliser la bonne adresse courriel pour l'Unité de réception des soumissions lorsqu'ils amorcent une conversation dans Connexion postel ou communiquent avec l'Unité de réception des soumissions et ne doivent pas se fier à l'exactitude d'un copié-collé de l'adresse courriel dans le système Connexion postel.
- j. Une soumission transmise par le service Connexion postel constitue la soumission officielle du soumissionnaire et doit être conforme à l'article 05.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

A. e-post connect:

TPSGC.RARceptionSoumissionsNE-ARBidReceivingNS.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003 ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

B. envoyer par télécopieur:

Numéro de télécopieur : (902) 496-5016

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Nouvelle-Écosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Visite facultative du navire

Il est recommandé que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux d'exécution des travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux d'exécution des travaux, qui aura lieu à 3722 autoroute 106, Caribou, Nouvelle-Écosse B0K 1H0 le 5 août 2020 à 1100.

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante avant 15h00 le 31 juillet 2020, pour confirmer leur présence et fournir le nom des personnes qui assisteront à la visite. On pourrait demander aux soumissionnaires de signer une feuille de présence. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite pourront tout de même présenter une soumission. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada Achats et ventes, sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations

Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs copies de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement – Annexe B. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Toutes les offres doivent satisfaire à tous les critères obligatoires TO1 – TO20 comme indiqué à l'annexe «E» Méthode de sélection de l'entrepreneur – critères de sélection.

La proposition du soumissionnaire doit satisfaire à toutes les exigences obligatoires pour être évaluée. Le soumissionnaire devra fournir la preuve que chaque exigence obligatoire est respectée. Le défaut de se conformer à cette directive entraînera la fin de l'évaluation. Les soumissionnaires doivent remplir la liste de vérification dans l'annexe «E» et l'inclure dans le dossier de présentation de la soumission.

4.1.1.2 Critères techniques cotés

Toutes les offres seront cotés par points selon les critères de mérite technique MT1 – MT18 comme détaillé dans l'annexe «E» Méthode de sélection de l'entrepreneur – critères de sélection.

4.1.2 Évaluation financière

Clause du *Guide des CCUA* A0220T (2014-06-26) Évaluation du prix-soumission

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

A0027T (2012-07-16) Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
 - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
 - c. obtenir le nombre minimal de 46 points exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés.L'échelle de cotation compte 90 points.
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 60% sera accordée au mérite technique et une proportion de 40% sera accordée au prix.

4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 60%.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 40%.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 60/40 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement.] Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (60%) et du prix (40%)				
		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		115/135	89/135	92/135
Prix évalué de la soumission		55 000,00 \$	50 000,00 \$	45 000,00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$115/135 \times 60 = 51.11$	$89/135 \times 60 = 39.56$	$92/135 \times 60 = 40.89$
	Note pour le prix	$45/55 \times 40 = 32.73$	$45/50 \times 40 = 36$	$45/45 \times 40 = 40.00$
Note combinée		83.84	75.56	80.89
Évaluation globale		1 ^{er}	3 ^e	2 ^e

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web Intégrité – Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Énoncé des Besoin

Transports Canada souhaite établir un marché pour la fourniture et la livraison d'un système intégré de nouveaux canots de sauvetage et de bossoirs de mise à l'eau pour le NM Holiday Island. Ces embarcations serviront à la fois pour les opérations de sauvetage d'homme à la mer et pour le rassemblement de radeaux de sauvetage. Le NM Holiday Island est un roulier à passagers offrant un service entre Wood Islands (Île-du-Prince-Édouard) et Caribou (Nouvelle-Écosse). Se reporter l'annexe A « Énoncé des exigences » pour obtenir tous les détails.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010A (2018-06-21), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 14 mai 2021 inclusivement

6.4.2 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus DRA à MV Holiday Island, C/O Northumberland Ferries, Caribou, Nova Scotia Terminal, 3722 Highway 106 Caribou Nova Scotia B0K 1H0 et **doivent être reçues au plus tard le 1er février, 2021.**

6.4.3 Instructions d'expédition

Les biens doivent être expédiés et livrés au point de destination précisé dans le contrat selon les Incoterms 2010 rendu droits acquittés (DRA) au MV Holiday Island, C/O Northumberland Ferries, Caribou, Nova Scotia Terminal, 3722 Highway 106 Caribou Nova Scotia B0K 1H0. L'entrepreneur est responsable de tous les frais de livraison et d'administration, de tous les coûts et risques liés au transport, ainsi que du dédouanement et des droits de douane et des taxes applicables.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Chris Young

Titre : Chef d'Équipe en Approvisionnement Marine
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements

Adresse : 1713 Bedford Row, Halifax, NE B3J 3X2

N° de l'invitation - Solicitation No.
T2012-200020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
T2012-20-0020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-0-85061

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL202
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Téléphone : (902) 476-8829

Courriel : Christopher.Young@tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Responsable technique (sera fournis au Attribution de contrat)

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom :

Titre : Conseiller Technique – Flotte des Traversiers

Organisation : Transport Canada Maritime (Programmes)

Adresse : 45 Ch. Alderney, Dartmouth, NE, B2Y 4K2

Téléphone :

Courriel :

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur (à remplir par le soumissionnaire)

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé(s) dans l'annexe « B » selon un montant total de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces

interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.2 Paiements d'étape - non assujetti à une retenue

Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans le contrat et les dispositions de paiement du contrat si :

- a. une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- b. toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés;
- c. tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.

6.6.3 Instructions relatives à la facturation - demande de paiement progressif - aucun document à l'appui exigé

L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif.

Chaque demande doit présenter:

- a. toute l'information exigée sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111;
- b. toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
- c. une liste de toutes les dépenses;
- d. les dépenses plus le profit ou les honoraires calculés au prorata;
- e. la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description au contrat.

Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.

L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, et les envoyer au responsable technique identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux. Le responsable technique fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande à l'autorité contractante pour attestation et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.

L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que tous les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

6.6.4 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;

- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

6.7 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être faites pour le compte de:

TRANSPORT CANADA
PROGRAMS
HERITAGE COURT
95 FOUNDRY ST P.O.BOX 42
MONCTON NB E1C 8K6

Att.: Sandra Belliveau

L'exemplaire original doit être transmis pour vérification à:

Travaux publics et services gouvernementaux Canada
Acquisitions Marine
1713 Bedford Row
Halifax, NE
B3J 3C9

Att.: Chris Young

6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

6.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.8.2 Attestations - contrat

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Nouvelle-Écosse, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010A (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de biens;
- c) Annexe « A », Énoncé des Besoin;
- d) Annexe « B », Base de paiement;
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

6.11 Clauses du Guide des CCUA

- A0290C (2008-05-12) Déchets dangereux – navires
- D3015C (2014-09-25) Marchandises dangereuses / produits dangereux - conformité de l'étiquetage et de l'emballage
- A9039C (2008-05-12) Récupération
- B1501C (2018-06-21) Appareillage électrique
- A9068C (2010-01-11) Règlements concernant les emplacements du gouvernement
- A1009C (2008-05-12) Accès aux lieux d'exécution des travaux

6.14 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

6.12 Assurance

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

6.13 Inspection et acceptation

Le responsable technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

N° de l'invitation - Solicitation No.
T2012-200020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
T2012-20-0020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-0-85061

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL202
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES BESOIN

L'énoncé des besoin, y compris les annexes applicables, des dessins ou des documents à l'appui, est jointe en tant que document distinct sous le titre :

T2012-200020A_FR_SOR_Rescue Boats & Davits – ANNEXE A (comprend l'annexe 1 et 2)

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Le soumissionnaire doit soumettre des prix fermes en dollars canadiens, les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont en sus. La livraison est rendu droits acquittés (DDP) Incoterms 2010. L'entrepreneur est responsable de tous les frais de livraison et d'administration, les coûts et les risques liés au transport et au dédouanement, y compris le paiement des droits de douane et des taxes à la destination.

1. Prix ferme du contrat

a)	Deux canots de secours et deux bossoirs en tant que deux systèmes intégrés , comme il est exigé à l'annexe A et dans les documents et dessins connexes, au PRIX FERME suivant :	\$ _____
b)	Livraison DRA (incoterms 2010) au : MV Holiday Island C/o Northumberland Ferries Caribou, Nova Scotia Terminal 3722 Highway 106 Caribou, Nova Scotia B0K 1H0	\$ _____
c)	Coûts liés au représentant des services techniques (FSR) (canots de secours) – FSR sur place pour l'installation, la mise en service et l'entretien des canots, et formation sur les lieux :	\$ _____
d)	Coûts liés au FSR (bossoirs) – FSR sur place pour l'installation, la mise en service et l'entretien des bossoirs, et formation sur les lieux :	\$ _____
e)	Attestation : Indemnité pour la certification des canots de secours comme précisé à l'annexe « A ». (Basé sur la facturation réelle).	\$ <u>10,000.00</u>
f)	TVH (15%) des lignes a + b + c + d + e :	\$ _____
g)	Total prix ferme TVH Incluse Pour le prix ferme de :	\$ _____

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T2012-200020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
T2012-20-0020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-0-85061

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL202
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

2. Équipement supplémentaire – Le prix de l'équipement supplémentaire inclus dans cette section ne feront pas partie du prix global évalué.

Article	Description	Prix
a)	Éclairage de bossoir – Tous les composants nécessaires à l'installation de l'éclairage monté sur flèche avec le bossoir proposé indiqué à la section 1a). Prix ferme TVH comprise	_____ \$
b)	Canots de secours – Pièces de rechange recommandées pour deux canots Prix ferme TVH comprise	_____ \$
c)	Bossoir – Pièces de rechange supplémentaires recommandées pour deux bossoirs Prix ferme TVH comprise	_____ \$

3. Calendrier des étapes

Le calendrier des étapes selon lequel les paiements seront faits en vertu du contrat est comme suit :

Numéro de l'étape	Livrable	Montant ferme	Date d'échéance
1	Fournir et livrer deux canots de secours et deux bossoirs sous forme de deux systèmes intégrés, comme spécifié à l'annexe «A», y compris les documents, dessins associés et attestation. Livraison, comme il est indiqué dans le contrat, 6.4.3 l'expédition. (Prix ferme du contrat – Article : a), b) and e))	\$ _____	1er février 2021
2	All tests and trials completed, post installation, and all certificates delivered to Transport Canada. System is commissioned for service. (Prix ferme du contrat – Article : c) and d))	\$ _____	30 avril 2021

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T2012-200020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
T2012-20-0020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-0-85061

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL202
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

CODE DE CONDUITE EXIGENCE

Le défaut de fournir les informations suivantes rendra la soumission non recevable.

Remplissez juridique Nom du Fournisseur: _____

Fournisseur Adresse:

Fournisseur PBN:

Nombre de sollicitation: **T2012-200020/B**

Liste des administrateurs :

S'il vous plaît fournir une liste des noms de toutes les personnes actuellement sur le conseil d'administration de la société ci-dessus.

Nom	Position

Joindre des noms supplémentaires sur une feuille séparée si nécessaire.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T2012-200020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
T2012-20-0020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-0-85061

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL202
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Tel qu'indiqué à la clause 3.1.1 de la Partie 3, le soumissionnaire doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;

ANNEXE « E »

LA MÉTHODE DE SÉLECTION DE L'ENTREPRENEUR – CRITÈRES DE SÉLECTION

La méthode de sélection de l'entrepreneur est fondée sur les critères techniques obligatoires et les critères de mérite technique.

CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

La soumission doit satisfaire aux critères techniques obligatoires ci-dessous. Le soumissionnaire doit présenter les documents nécessaires pour prouver sa conformité à ces exigences.

Les soumissions qui ne satisfont pas à tous les critères techniques obligatoires seront déclarées irrecevables. Chaque critère technique obligatoire doit être traité séparément. Les soumissionnaires doivent remplir la liste de vérification suivante et l'inclure dans la trousse de présentation de la soumission.

CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES (TO)

PARTIE 1 : CANOTS DE SECOURS

N°	Description du critère – Bossoirs	Satisfait	Non satisfait	Renvoi à la proposition
TO1	<p>Les soumissionnaires doivent montrer la qualité et l'exhaustivité de leur proposition écrite. Démonstration de la façon dont les exigences seront respectées.</p> <p>Indicateurs :</p> <p>Décrire par écrit comment chaque exigence sera respectée d'une manière exhaustive, concise et claire. Inclut :</p> <ol style="list-style-type: none">1) Annexe « E » - un tableau faisant partie d'une « Section de renvoi aux exigences » qui définit les diverses exigences individuelles, ainsi que des renvois aux documents et aux numéros de page où l'information à l'appui peut être trouvée;2) Annexe « F » - un tableau définissant la « portée de l'approvisionnement » des soumissionnaires, dans lequel ceux-ci fournissent leurs réponses à une série de questions visant à confirmer l'information pertinente pour l'évaluation technique de la soumission.			
TO2	<p>Les soumissionnaires doivent démontrer que les canots de secours sont approuvés et satisfont à toutes les exigences du point 7.</p> <p>De plus, le soumissionnaire doit soumettre une déclaration du fournisseur selon laquelle le canot de secours et le crochet de délester seront livrés avec des certificats individuels délivrés par un OR au nom de l'SMTC conformément au TP 14612 et que les exigences de l'article 7 seront respectées.</p>			

TO3	<p>Les soumissionnaires doivent démontrer que les nouveaux canots de secours satisfont au moins aux critères de fonctionnalité établis, décrits aux points 8.1 et 8.2.</p> <p>Le fournisseur doit vérifier et résumer les fonctions de l'équipement proposé dans la « Section de renvoi aux exigences » pour les éléments énumérés aux points 8.1 et 8.2.</p>			
TO4	<p>La soumission présentée doit démontrer la capacité de fournir et de livrer les canots de secours au port d'attache du bâtiment avant le 1er février 2021.</p>			
TO5	<p>Les soumissionnaires doivent démontrer pleinement qu'ils peuvent fournir du personnel et des installations de service approuvés et qualifiés par les FEO dans les provinces de l'Atlantique afin de fournir un soutien au navire sur la route désignée.</p> <p>Cela doit être sous la forme d'une accréditation directe ou d'une lettre du FEO pour confirmer que le FSR et l'installation de service désignés sont qualifiés et approuvés pour effectuer toutes les exigences de maintenance pour les bateaux de sauvetage. Les coordonnées des FSR et des services doivent également être fournies.</p> <p>L'entrepreneur doit également indiquer s'il y a lieu de faire venir des FSR de l'extérieur de cette installation moyennant des frais supplémentaires.</p>			
TO6	<p>Le soumissionnaire doit indiquer un minimum de six (6) approvisionnements de canots de secours au cours des dix (10) dernières années par le fabricant de l'équipement.</p> <p>La liste de référence doit aussi comprendre les installations actuelles du fournisseur ayant été réalisées et entretenues au Canada par le fabricant au cours des dix (10) dernières années. Preuve objective (p. ex., bons de commande non remplis, lettres de référence de clients.).</p>			
TO7	<p>Le soumissionnaire doit donner une durée et un coût estimés pour chacune des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Fourniture du nouvel équipement d'ici la date de livraison requise b) Pièces de rechange recommandées et devis des coûts c) Devis pour la formation et les essais fonctionnels d) Devis pour la période de présence du représentant détaché aux fins de l'installation. <p>(Tous les devis financiers doivent être inclus dans la soumission d'offres financière seulement)</p>			
TO8	<p>Le soumissionnaire doit confirmer les options offertes pour l'entretien de l'équipement ainsi que le calendrier et les coûts pour chaque période d'entretien.</p>			

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T2012-200020/A
 N° de réf. du client - Client Ref. No.
T2012-20-0020

N° de la modif - Amd. No.
 N° de la modif - Amd. No.
 File No. - N° du dossier
HAL-0-85061

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL202
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

TO9	La soumission fournie doit démontrer que les exigences en matière d'essais et de contrôle de la qualité du point 13 de la spécification relative à l'approvisionnement des canots de secours seront respectées.			
TO10	Le soumissionnaire doit inclure dans sa proposition un exemple de manuels d'installation complet, d'exploitation et de dépannage d'une installation précédente d'un canot de secours de type similaire. Au moins un ensemble de documents écrits.			

PART II – DAVITS

N°	Description du critère – Bossoirs	Satisfait	Non satisfait	Renvoi à la proposition
TO11	Les soumissionnaires doivent montrer la qualité et l'exhaustivité de leur proposition écrite. Démonstration de la façon dont les exigences seront respectées. Indicateurs : Décrire par écrit comment chaque exigence sera respectée d'une manière exhaustive, concise et claire			
TO12	Les soumissionnaires doivent démontrer que les systèmes de bossoirs sont approuvés et satisfont à toutes les exigences du point 7. Présentez la documentation de LR indiquant que la société évaluera et approuvera la conception conformément à ses règles et ses normes, et que les exigences du point 7 seront respectées.			
TO13	Les soumissionnaires doivent démontrer que les nouveaux bossoirs des canots de secours satisfont au moins aux critères de fonctionnalité établis, décrits aux points 8.1 et 8.2. Le fabricant/fournisseur doit vérifier et résumer les fonctions de l'équipement proposé pour les éléments énumérés aux points 8.1 et 8.2.			
TO14	La soumission présentée doit démontrer la capacité de fournir et de livrer des bossoirs de canots de secours au port d'attache du bâtiment avant le 1 ^{er} février 2021.			

TO15	<p>Les soumissionnaires doivent démontrer pleinement qu'ils peuvent fournir du personnel et des installations de service approuvés et qualifiés par l'FEO dans l'Est du Canada afin de fournir un soutien au navire sur la route désignée.</p> <p>Cela doit prendre la forme d'une accréditation directe ou d'une lettre de l'FEO pour confirmer que le FSR et l'installation de service désignés sont qualifiés et approuvés pour effectuer toutes les exigences de maintenance pour les bossoirs. Les coordonnées des FSR et des services doivent également être fournies.</p> <p>L'entrepreneur doit également indiquer s'il y a lieu de faire venir des FSR de l'extérieur de cette installation moyennant des frais supplémentaires.</p> <p>Le FSR et l'établissement de service désignés doivent confirmer qu'ils ont en stock un stock de pièces de rechange essentielles pour les bossoirs désignés.</p>			
TO16	<p>Le soumissionnaire doit indiquer un minimum de six (6) approvisionnements de systèmes de bossoirs au cours des dix (10) dernières années par le fabricant de l'équipement. La liste de référence doit aussi comprendre les installations actuelles du fournisseur ayant été réalisées et entretenues au Canada par le fabricant au cours des dix (10) dernières années. Il faut donner des preuves objectives (p. ex. sous forme de bons de commande masqués, ou des lettres de référence de clients).</p>			
TO17	<p>Les soumissionnaires doivent fournir une estimation de la durée et des coûts pour chacune des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Fourniture du nouvel équipement, y compris les crocs à échappement largables en charge, d'ici la date de livraison requise b) Pièces de rechange recommandées et devis des coûts c) Devis pour la formation et les essais fonctionnels d) Devis pour la période de présence du représentant détaché aux fins de l'installation. <p>(Tous les devis financiers doivent être inclus dans la soumission d'offres financière seulement)</p>			
TO18	<p>Le soumissionnaire doit confirmer les options offertes pour l'entretien de l'équipement ainsi que le calendrier et les coûts pour chaque période d'entretien.</p>			
TO19	<p>La soumission fournie doit démontrer que les exigences en matière d'essais et de contrôle de la qualité du point 13 de la spécification relative à l'approvisionnement des bossoirs seront respectées.</p>			
TO20	<p>Le soumissionnaire doit inclure dans sa proposition un exemple de manuels d'installation, d'exploitation et de dépannage d'une installation précédente d'un système de bossoir de type similaire. Au moins un ensemble de documents écrits.</p>			

CRITÈRES DE MÉRITE TECHNIQUE

PARTIE 1 : CANOTS DE SECOURS

MT1 – Soutien du représentant détaché

Description of Criteria	Score	Indicators
<p>Déclaration relative au lieu de travail des représentants détachés au Canada atlantique et à la capacité de soutien sur place</p> <p>Total (6 points)</p> <p>(0 - 2 points) Déclaration selon laquelle des représentants détachés acceptables sont disponibles au Canada atlantique et peuvent se rendre sur place dans un délai de 48 h.</p> <p>(3 - 4 points) Déclaration selon laquelle des représentants détachés acceptables sont disponibles au Canada atlantique et peuvent se rendre sur place dans un délai de 36 h.</p> <p>(5 - 6 points) Déclaration selon laquelle des représentants détachés acceptables sont disponibles au Canada atlantique et peuvent se rendre sur place dans un délai de 24 h.</p> <p>(Canada atlantique = N.-B., N.-É., Î.-P.-É. et T.-N.-L.)</p>		<p>La proposition doit renseigner sur les qualifications des représentants détachés, leurs ressources, leur lieu de travail et leur niveau de soutien.</p>

MT2 – Capacité de soutien du FEO relativement aux canots de secours

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Années de garantie de service</p> <p>Total (6 points)</p> <p>(0 - 4 points) Dix (10) ans de garantie sur les pièces et le service après-vente</p> <p>(5 - 6 points) Quinze (15) ans de garantie sur les pièces et le service après-vente ou plus</p>		<p>Le soumissionnaire doit indiquer la période de disponibilité des services complets de soutien</p>

MT3 – Garantie du canot de secours et du moteur

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Années de garantie complète</p> <p>Total (4 points)</p> <p>(0 - 2 points) Période de garantie de 12-24 mois.</p> <p>(3 - 4 points) Période de garantie supérieure à 24 mois.</p>		<p>Le soumissionnaire doit indiquer la durée de la garantie complète. (En cas de différence entre le bateau et le moteur, la valeur la plus faible sera attribuée.)</p>

MT4 – Accessoires du canot et du moteur inclus

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Le fournisseur/fabricant du canot de secours et/ou du moteur fournit un ensemble d'accessoires avec la livraison de l'équipement.</p> <p>Total (6 points)</p> <p>(0 - 2 points) La proposition comprend un ensemble d'accessoires avec l'équipement requis pour effectuer le rinçage à l'eau douce du système de refroidissement à l'eau brute du moteur.</p> <p>(3 - 4 points) La proposition comprend un ensemble d'accessoires qui comprend en outre un ensemble de pièces de rechange/d'outils à bord pour le moteur ou pour le canot.</p> <p>(5 - 6 points) La proposition comprend un ensemble d'accessoires qui comprend en plus un ensemble de pièces de rechange et d'outils à bord pour le canot de secours et pour le moteur.</p>		<p>Le soumissionnaire fournit une liste détaillée des accessoires qui sont inclus avec le bateau et le moteur.</p>

MT5 – Cote de température de fonctionnement

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Le fabricant du canot de secours fournit de la documentation pour confirmer la plage de température de fonctionnement.</p> <p>(Total de 4 points)</p> <p>(0 points) Le canot de secours et le moteur hors-bord proposés sont capables de fonctionner jusqu'à une température de -10°C, avec des modifications.</p> <p>(1 - 2 points) Le canot de secours et le moteur hors-bord proposés sont capables de fonctionner jusqu'à une température de -10°C, sans modification.</p> <p>(3 - 4 points) Le canot de secours et le moteur hors-bord proposés sont capables de fonctionner jusqu'à une température de -30°C, sans modification.</p>		<p>Feuille de données et renseignements descriptifs dans la soumission.</p>

MT6 – Formation

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Le soumissionnaire a identifié de façon claire et détaillée la formation qu'il est recommandé d'offrir à bord et celle qui doit être fournie par le représentant détaché du FEO.</p> <p>Total (6 points)</p> <p>(0 - 2 points) L'identification de la formation par l'entrepreneur répond aux exigences minimales.</p> <p>(3 - 4 points) L'identification de la formation par l'entrepreneur répond à la plupart ou à la totalité des exigences.</p> <p>(5 - 6 points) La formation décrite par l'entrepreneur satisfait à toutes les exigences. De plus, la formation fournie par le FEO autorise les personnes formées à exécuter l'entretien annuel nécessaire</p>		<p>La formation est clairement présentée, y compris la démonstration à l'équipage du navire et le temps passé en salle de classe.</p>

MT7 – Antécédents de l'entreprise

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Le soumissionnaire démontre ses antécédents et son expérience dans l'installation de canots de secours sur des navires comparables.</p> <p>Total (6 points)</p> <p>(0 - 2 point) 10 ans d'expérience ou 2 à 4 exemples</p> <p>(3 - 4 points) 10 à 15 ans d'expérience ou 5 à 7 exemples</p> <p>(5 - 6 points) 15+ ans d'expérience ou 8+ exemples</p>		<p>Preuve objective qui confirme le rôle du soumissionnaire dans les installations précédentes.</p>

MT8 – Croc à échappement

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Le dispositif d'échappement du câble de levage est une composante fixe du canot de secours.</p> <p>Total (4 points)</p> <p>(0 point) Le dispositif d'échappement est installé comme composante du câble de levage.</p> <p>(4 points) Le dispositif d'échappement est installé comme composante de la structure de points de levage à l'intérieur du bateau.</p>		<p>Feuille de données et renseignements descriptifs dans la soumission.</p>

MT9 – Moteur SOLAS

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Le moteur a reçu la certification SOLAS pour utilisation sur un canot de secours.</p> <p>Total (4 points)</p> <p>(0 point) Le moteur est un modèle commercial sans approbation SOLAS.</p> <p>(4 points) Le moteur est construit conformément à la norme SOLAS et possède un certificat d'approbation SOLAS.</p>		<p>Feuille de données et renseignements descriptifs dans la soumission.</p>

MT10 – Réservoirs de carburant portatifs pour le moteur

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Le bateau peut utiliser des réservoirs de carburant portatifs.</p> <p>Total (4 points)</p> <p>(0 point) Le bateau est équipé de réservoirs de carburant de coque uniquement.</p> <p>(2 point) Le bateau est équipé de réservoirs de carburant de coque pouvant être remplacés par des réservoirs de carburant portatifs.</p> <p>(4 points) Le bateau n'a pas de réservoirs de carburant de coque et n'utilise que des réservoirs de carburant portatifs.</p>		<p>Feuille de données et renseignements descriptifs dans la soumission.</p>

PART II - BOSSOIRS

MT11 – FSR Support

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Déclaration relative au lieu de travail des représentants détachés au Canada atlantique et à la capacité de soutien sur place</p> <p>Total (6 points)</p> <p>(0 - 2 points) Déclaration selon laquelle des représentants détachés acceptables sont disponibles au Canada atlantique et peuvent se rendre sur place dans un délai de 48 h.</p> <p>(3 - 4 points) Déclaration selon laquelle des représentants détachés acceptables sont disponibles au Canada atlantique et peuvent se rendre sur place dans un délai de 36 h.</p> <p>(5 - 6 points) Déclaration selon laquelle des représentants détachés acceptables sont disponibles au Canada atlantique et peuvent se rendre sur place dans un délai de 24 h.</p> <p>(Canada atlantique = N.-B., N.-É., Î.-P.-É. et T.-N.-L.)</p>		<p>La proposition doit renseigner sur les qualifications des représentants détachés, leurs ressources, leur lieu de travail et leur niveau de soutien.</p>

MT12 – Capacité de soutien du FEO relativement au système

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Années de garantie de service</p> <p>Total (6 points)</p> <p>(0 - 4 points) Dix (10) ans de garantie sur les pièces et le service après-vente</p> <p>(5 - 6 points) Quinze (15) ans de garantie sur les pièces et le service après-vente ou plus</p>		<p>Le soumissionnaire doit indiquer la période de disponibilité des services complets de soutien.</p>

MT13 – Garantie du système de bossoirs

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Années de garantie complète</p> <p>Total (4 points)</p> <p>(0 - 2 points) Période de garantie de 12-24 mois</p> <p>(3 - 4 points) Période de garantie supérieure à 24 mois</p>		<p>Le soumissionnaire doit indiquer la durée de la garantie complète.</p>

MT14 – Feux montés sur flèche fournis

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>L'entrepreneur a fourni un appareil d'éclairage monté sur flèche ou un support pour un tel appareil.</p> <p>Total (4 points)</p> <p>(0 point) Aucun projecteur sur flèche ou support n'est fourni</p> <p>(2 points) Un support de projecteur sur flèche est fourni</p> <p>(4 Points) Un projecteur sur flèche est fourni</p>		

MT15 – Cote de température de fonctionnement

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Le fabricant du bossoir fournit de la documentation pour confirmer la plage de température de fonctionnement.</p> <p>Total (4 points)</p> <p>(0 point) Les systèmes de bossoirs de mise à l'eau proposés sont capables de fonctionner jusqu'à une température de -10°C, avec des modifications.</p> <p>(1 - 2 points) Les systèmes de bossoirs de mise à l'eau proposés sont capables de fonctionner jusqu'à une température de -10°C, sans modification.</p> <p>(3 - 4 points) Les systèmes de bossoirs de mise à l'eau proposés sont capables de fonctionner jusqu'à une température de -30°C, sans modification.</p>		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T2012-200020/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
T2012-20-0020

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-0-85061

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL202
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

MT16 – Formation

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Le soumissionnaire a identifié de façon claire et détaillée la formation qu'il est recommandé d'offrir à bord et celle qui doit être fournie par le représentant détaché du FEO.</p> <p>Total (6 points)</p> <p>(0 - 2 points) L'identification de la formation par l'entrepreneur répond aux exigences minimales.</p> <p>(3 - 4 points) L'identification de la formation par l'entrepreneur répond à la plupart ou à la totalité des exigences.</p> <p>(5 - 6 points) La formation décrite par l'entrepreneur satisfait à toutes les exigences. De plus, la formation fournie par le FEO autorise les personnes formées à exécuter l'entretien annuel nécessaire.</p>		<p>La formation est clairement présentée, y compris la démonstration à l'équipage du navire et le temps passé en salle de classe.</p>

MT17 – Antécédents de l'entreprise

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>Le soumissionnaire démontre ses antécédents et son expérience dans l'installation de bossoirs de canots de secours sur des navires comparables.</p> <p>Total (6 points)</p> <p>(0 - 2 points) 10 ans d'expérience ou 2 à 4 exemples</p> <p>(3 - 4 points) 10 à 15 ans d'expérience ou 5 à 7 exemples</p> <p>(5 - 6 points) 15+ ans d'expérience ou 8+ exemples</p>		

MT18 – Commande à distance fournie

Description du critère	Note	Indicateurs
<p>L'entrepreneur a fourni une commande à distance comprenant une fonction d'arrêt d'urgence.</p> <p>Total (4 points)</p> <p>(0 point) Pas de commande à distance fournie. Le bossoir ne peut être commandé qu'à partir de la station de commande de bord.</p> <p>(1 – 2 points) Commande à distance par câble ombilical fournie.</p> <p>(3 – 4 points) Commande à distance sans fil fournie.</p>		

ANNEX “F”

CONFIRMATION PAR LE FOURNISSEUR DE LA PORTÉE DE L'APPROVISIONNEMENT

Les soumissionnaires doivent remplir le tableau suivant comme il correspond à leur soumission.

CANOTS DE SECOURS - CONFIRMATION PAR LE FOURNISSEUR DE LA PORTÉE DE L'APPROVISIONNEMENT - ARTICLES DU POINT 7/8/9				
N°	Point	Question	Référence croisée	Réponse du soumissionnaire
1	7 - Réglementaire	Le canot proposé a une certification montrant qu'il est approuvé par TC. (O/N?)	TO-2	
2		Si le certificat pour le canot proposé a été délivré dans le cadre du programme FUM de l'UE, le canot proposé a une lettre de conformité aux exigences de TC. (O/N?)	TO-2	
3	7 - Enviro - Canot	Quelle est la plage de température de fonctionnement du canot?	TO-2 et MT-5	
4	7 - Enviro - Moteur	Quelle est la plage de température de fonctionnement du moteur?	TO-2 et MT-5	
5		Le moteur nécessite-t-il des modifications pour fonctionner à la température minimale? (O/N?)	MT-5	
6	8.1 - Canot de secours	Fournir des détails sur la marque et le modèle du canot qui est offert.	TO-1/3	
7		Fournir une liste détaillée de tous les articles individuels que le soumissionnaire propose de fournir dans le cadre de son dossier de soumission.	TO-1/3	
8		Le canot a-t-il un ou des réservoirs de carburant intégrés à la coque? Dans l'affirmative, indiquez la capacité volumétrique du ou des réservoirs.	TO-1/3 et MT-11	
9		Si le canot a des réservoirs de carburant intégrés, l'alimentation en carburant du moteur se fait-elle par un tuyau avec un raccord à dégagement rapide intégré qui permet de passer de réservoirs de coque à des réservoirs portatifs? (O/N?)	TO-1/3 et MT-11	
10		Quelle est la durée de la garantie du canot?	TO-8	

RESCUE BOATS - SUPPLIER CONFIRMATION OF SCOPE OF SUPPLY - SECTION 7/8/9 ITEMS				
No.	Item	Question	Cross Reference	Bidder Response
11	8.1 - Moteur	Fournir des détails sur la marque/modèle et la puissance du moteur qui est offert.	TO-1/3	
12		Quel est le couple moteur/la puissance nominale du moteur applicable aux fonctions de remorquage?	TO-1/3	
13		Le moteur est-il une version à arbre court ou à arbre long du modèle applicable?	TO-1/3	
14		Le moteur fait-il partie d'un système de certification SOLAS? (O/N?)	TO-1/3	
15		Le moteur est-il un modèle à 2 temps ou à 4 temps? (2/4?)	TO-1/3	
16		Si le moteur est un modèle à 2 temps, est-il équipé d'un système d'injection d'huile? (O/N?)	TO-1/3	
17		Le moteur est-il à démarrage électrique? (O/N?)	TO-1/3	
18		Le moteur inclut-il un garde-hélice? (O/N?)	TO-1/3	
19		Quelle est la durée de la garantie du moteur?	MT-3	
20	8.2 - Canot de secours	Des berceaux et des sangles seront fournis pour les canots de secours ? (O/N?)	TO-1/3	
21		Housse spécifique conçue pour le bateau va etre fournie? (O/N?)	TO-1/3	
22		Le bateau va etre fourni avec un system de recuperation d'un homme a la mer ? (O/N?)	TO-1/3	
23		Sera la console ont un interrupteur de sécurité qui arrête le moteur? (O/N?)	TO-1/3	
24	9 - Service	Des copies des accréditations pour les installations du service proposé et leur personnel sont inclus avec le dossier d'appel d'offres? (O/N?)	TO-1/3/5	

BOSSOIRS - CONFIRMATION PAR LE FOURNISSEUR LA PORTÉE DE L'APPROVISIONNEMENT - ARTICLES DU POINT 7/8			
N°	Point	Question	Réponse du soumissionnaire
1	7 - Réglementaire	Le bossoir proposé a une certification montrant qu'il est approuvé par TC. (O/N?)	TO-12
2		Si le certificat pour le bossoir proposé a été délivré dans le cadre du programme FUM de l'UE, le canot proposé a une lettre de conformité aux exigences de TC. (O/N?)	TO-12
3		7 - Enviro	TO-12 et MT-16
4	8.1 - Bossoir	Fournir des détails sur la marque et le modèle du bossoir qui est offert.	TO-11/13
5		Quelle est la période prévue de soutien du service pour le bossoir?	MT-13
6		Quelle est la durée de la garantie du bossoir?	MT-14
7		Fournir des détails sur les dispositions de soutien du représentant détaché applicables au bossoir qui est offert.	TO-11/13
8	8.2 - Bossoir	Quelle est la charge maximale utile (CMU) du bossoir?	TO-11/13
9		Confirmer que l'ensemble treuil et frein peut être soumis à un essai de charge à 2,2 x CMU. (O/N?)	TO-11/13
10		Confirmer que la longueur du bras de bossoir à l'endroit prévu pour l'installation répond à l'exigence relative au rayon du câble de treuil qui permet la mise à l'eau dans une condition de gîte de 20 degrés, et aussi la rotation du canot de secours de bout en bout lorsqu'il est suspendu à l'extérieur de la muraille du navire. (O/N?)	TO-11/13
11		Confirmer que le câble de levage peut être descendu librement à l'état non chargé. (O/N?)	TO-11/13
12		Confirmer que la portée de l'approvisionnement comprend des assises de fondation préfabriquées pour le bossoir. (O/N?)	TO-11/13
13		Fournir des détails sur les pièces détachées et l'équipement qui seront fournis avec les bossoirs.	TO-11/13

DAVITS - SUPPLIER CONFIRMATION OF SCOPE OF SUPPLY - SECTION 7/8 ITEMS				
No.	Item	Question	Cross Reference	Bidder Response
14	8.2 - Bossoir	Une unité mobile de commande à distance est fournie? (O/N?)	TO-11/13	
15		L'arrêt d'urgence est prévu pour : a) la station de commande locale? Et pour : b) l'unité de commande à distance?	TO-11/13	
16		L'unité de commande à distance est sans fil ou avec une connexion de type ombilical?	MT-19	
17		Le moteur du treuil de levage est : à simple vitesse, à double vitesse ou à vitesse variable?	TO-11/13	
18		Quelles sont les vitesses nominales de levage et de descente?	TO-11/13	
19		Le treuil est équipé d'un dispositif de coupure de limite supérieure? (O/N?)	TO-11/13	
20		La flèche du bossoir est équipée d'un projecteur disposé à partir d'une alimentation électrique qui est indépendante des commandes de la grue? (O/N?)	TO-11/13 et MT-15	
21	9 - Service	Des copies des accréditations pour les installations du service proposé et leur personnel sont inclus avec le dossier d'appel d'offres? (O/N?)	TO-12/13/15	

Énoncé des besoins

Fourniture d'un système intégré de canots de secours et de bossoirs de mise à l'eau aux fins d'installation sur le navire roulier à passagers

NM Holiday Island

1. Contexte

1.1 Le traversier *Holiday Island* est un roulier amphidrôme (timonerie double) qui a été construit en 1971, à St. Catharines (Ontario), par Port Weller Drydocks pour le compte du Canadien National, afin de transporter des passagers et des véhicules. Il a été conçu et construit pour naviguer dans les eaux abritées du détroit de Northumberland, et desservait à l'origine le trajet entre le cap Tormentine (N.-B.) et Borden (Î.-P.-É.). Le bâtiment appartient maintenant à Transports Canada et est exploité par Northumberland Ferries Ltd pour la traversée entre Caribou, Nouvelle-Écosse, et Wood Island, Î.-P.-É. Il est exploité huit mois par année de mai à décembre. Le bâtiment est classé auprès de Lloyd's Register (LR), qui certifie le bâtiment aux fins d'exploitation.

1.2 À l'heure actuelle, le principal équipement de sauvetage installé sur le *Holiday Island* est le suivant :

- Deux embarcations de sauvetage ouvertes non motorisées de 60 personnes chacune, une à bâbord et une à tribord, sous bossoirs à gravité.
- Douze radeaux de sauvetage de 25 personnes chacun, six à bâbord et six à tribord, mis à l'eau sous bossoirs simples de chaque côté.
- Un canot (de secours) approuvé, mis à l'eau sous bossoir simple à gravité.

Bien que conforme aux règlements et aux exigences applicables, l'équipement de sauvetage installé conformément à ce qui précède est remplacé dans son intégralité à la suite d'une mise à niveau vers des systèmes de sauvetage et d'évacuation plus modernes.

1.3 Les caractéristiques du navire ainsi que les détails sur la capacité de charge et la certification sont fournis au point 4 ci-dessous.

2. Portée

- 2.1 Le but de cette proposition est de solliciter une entreprise pour la fourniture d'un nouveau système intégré de canots de secours et de bossoirs de mise à l'eau pour le NM *Holiday Island*. Ces nouveaux canots serviront à la fois de canots de secours généraux pour la récupération d'hommes à la mer et de bateau de rassemblement pour utilisation avec les radeaux de sauvetage qui font partie de l'installation d'un nouveau dispositif d'évacuation en mer prévue pour le *Holiday Island*.

La portée de l'approvisionnement en vertu du présent énoncé des besoins doit comprendre les articles principaux suivants et les détails des spécifications relatives à l'approvisionnement distinctes qui suivent :

- Deux (2) canots de secours, tel qu'indiqué à l'annexe 1.
- Deux (2) bossoirs de mise à l'eau, tel qu'indiqué à l'annexe 2.

- 2.2 En plus des exigences détaillées dans les spécifications relatives à l'approvisionnement individuelles pour les deux canots de secours et pour les bossoirs de mise à l'eau connexes, le fournisseur doit effectuer un examen des règles et des règlements applicables au *Holiday Island*. Par la suite, le fournisseur qui soumissionne doit proposer un ensemble de canots de secours et de bossoirs de mise à l'eau connexes intégré à tous égards à titre de système entièrement fonctionnel et efficace. Tout sous-traitant fournissant les canots ou les systèmes de bossoirs individuels au soumissionnaire sera responsable de la livraison des mêmes principes dans l'éventualité où un contrat serait attribué. (Voir également le point 3.2.1).

- 2.3 Il est reconnu que les entreprises qui ont un intérêt à présenter une soumission peuvent être : a) principalement un fournisseur de canots de secours qui prévoit sous-traiter la fourniture de bossoirs auprès d'un fournisseur tiers; ou b) principalement un fournisseur de bossoirs qui prévoit sous-traiter la fourniture de canots de secours auprès d'un fournisseur tiers; ou c) un fournisseur intégré de canots et de systèmes de bossoirs.

- 2.4 Dans tous les cas mentionnés au point 2.3, le fournisseur principal est tenu de s'assurer que le canot de secours et les bossoirs sont parfaitement adaptés l'un à l'autre et qu'ils fonctionnent correctement en tant que système intégré. Cela comprendra, au minimum, que les bossoirs permettent la mise à l'eau, la récupération et l'arrimage des canots de secours désignés, avec leur équipage, leur moteur et leurs accessoires dans les conditions maritimes et météorologiques précisées.

3. Exigences/description :

- 3.1 L'équipement de sauvetage mentionné au point 1.2 est en voie d'être mis à niveau comme suit :
- 3.1.1 Les embarcations de sauvetage et les bossoirs de mise à l'eau existants seront entièrement enlevés et remplacés par un dispositif d'évacuation en mer à toboggan qui sera situé dans la même zone générale que les embarcations de sauvetage existantes. Chaque dispositif d'évacuation en mer à toboggan et le toboggan-radeau pour 100 personnes seront contenus dans un petit rouf qui sera installé dans la même zone générale que les embarcations de sauvetage existantes. Deux radeaux de sauvetage à mise à l'eau automatique supplémentaires (1 x 100 personnes + 1 x 50 personnes) seront placés sur un seul support d'entreposage qui doit être installé à côté du dispositif d'évacuation en mer.
- 3.1.2 Le canot de secours et le bossoir simple existants situés sur le pont des embarcations à tribord seront enlevés en entier. À la place, une paire de canots de secours et de bossoirs de mise à l'eau sera installée à bâbord et à tribord.
- 3.2 Les nouveaux canots de secours auront également des fonctions de rassemblement et de remorquage lors du déploiement des nouveaux dispositifs d'évacuation en mer. Le canot de secours à bâbord servira au dispositif d'évacuation en mer à bâbord, et le canot de secours tribord servira au dispositif d'évacuation en mer à tribord.
- 3.2.1 En ce qui a trait aux exigences réglementaires concernant les tâches de rassemblement associées au déploiement d'un dispositif d'évacuation en mer, chaque canot de secours doit être capable de remorquer les radeaux de sauvetage à redressement automatique pourvus d'un taud suivants en cas d'urgence :
- 2 x 100 personnes – engin de sauvetage inchavirable de modèle 100P SRL MK1 (force de traction à 3 Kn = 3,86 kN)
1 x 50 personnes – engin de sauvetage inchavirable de modèle 50P SRL (force de traction à 3 Kn = 1,98 kN)
- Les renseignements ci-dessus doivent être confirmés auprès de DSS Marine et être utilisés conjointement avec les autres exigences décrites au point 8 de la spécification relative à l'approvisionnement des canots de secours à l'annexe 1.

4. Principales particularités, « HOLIDAY ISLAND »

Longueur hors tout	99,098 m
Longueur entre les perp.	96,622 m
Largeur hors tout	20,749 m
Largeur hors-membre	20,422 m
Profondeur	7,087 m
Tirant d'eau	5,029 m
Franc-bord (au pont d'emb.)	10,63 m

5. Renseignements sur l'équipement de sauvetage (existant)

Passagers	377
Équipage	22
Capacité	399
Classe de voyage	Voyage à proximité du littoral, classe 2, voyages de cabotage, classe III
Gilets de sauvetage	FitzWright « Pacifica »
Bateau de travail	Radeau gonflable 7 places Narwhal, avec moteur hors-bord 25 ch.
Embarcations de sauvetage existantes	(2) 60 personnes
Radeaux de sauvetage existants	(12) 25 personnes, gonflables

ANNEXE 1
NM *Holiday Island*
Spécification relative à l'approvisionnement
de canots de secours

pour

Transports Canada
45, prom. Alderney, C.P. 1013
Dartmouth (N.-É.) B2Y 2N6



Matrice des révisions

<i>Rév. n°</i>	<i>Brève description des révisions effectuées</i>	<i>Date de publication</i>
A	Transmis au client pour examen	7 déc. 2018
0	Transmis au client	6 févr. 2019
1	Révisé pour satisfaire aux exigences de l'appel d'offres	24 sept. 2019
2	Révisé pour satisfaire aux exigences de l'appel d'offres	20 janv. 2020
3	Révisé pour satisfaire aux exigences de l'appel d'offres	18 juin 2020

TABLE DES MATIÈRES

1	GÉNÉRALITÉS	1
2	NOUVEAUX CANOTS DE SECOURS	1
3	PRINCIPALES PARTICULARITÉS, <i>HOLIDAY ISLAND</i>.....	1
4	RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉQUIPEMENT DE SAUVETAGE (EXISTANT)	1
5	OBJET	2
6	TROUSSE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION	2
7	EXIGENCES ET NORMES GÉNÉRALES.....	3
8	DESCRIPTION DES BESOINS	4
8.1	ÉQUIPEMENT PRINCIPAL ET ARTICLES À FOURNIR	4
8.2	EXIGENCES RELATIVES AUX NOUVEAUX CANOTS DE SECOURS ET À LEURS ACCESSOIRES	5
9	EXPÉRIENCE ET QUALIFICATIONS	7
10	DESSINS ET RENSEIGNEMENTS FOURNIS	8
11	RESPONSABILITÉS DU FABRICANT/FOURNISSEUR ET DE TRANSPORTS CANADA	8
12	CONTRAINTES IMPOSÉES	9
13	ASSURANCE DE LA QUALITÉ ET PREUVE DE RENDEMENT.....	9
14	ATTESTATIONS	10
15	PRODUITS LIVRABLES	10
16	CALENDRIER DU PROJET	11
17	GARANTIE.....	11

1 GÉNÉRALITÉS

Le *Holiday Island*, qui appartient à Transports Canada (TC) et qui est exploité par Northumberland Ferries Limited (NFL), assure le service entre Wood Islands, Île-du-Prince-Édouard, et Caribou, Nouvelle-Écosse. Le bâtiment est exploité de mai à décembre chaque année, selon les conditions de glace. Le bâtiment est classé et est délégué à Lloyd's Register.

Le *Holiday Island* est certifié pour transporter 377 passagers et 22 membres d'équipage, pour un équipage total de 399 personnes. Selon la Classification maritime canadienne, ce bâtiment est classé dans la catégorie de voyage de cabotage de classe III. Par conséquent, conformément au *Règlement sur l'équipement de sauvetage* C1436, ce bâtiment appartient à la classe III et est considéré comme un « navire ne ressortissant pas à la Convention de sécurité ».

Le bâtiment est actuellement équipé d'un seul bateau de travail et d'un bossoir à pivotement qui sont situés à bâbord du bâtiment devant l'embarcation de sauvetage et le bossoir qui se trouvent de ce côté. Cette embarcation pneumatique n'est pas classée pour une utilisation à titre de canot de secours ou de bateau escorte et sera retirée du bâtiment, tout comme le bossoir qui lui est associé.

Les propriétaires ont l'intention d'installer deux nouveaux canots de secours dédiés au niveau du pont des embarcations (1-bâbord, 1-tribord) et ces nouveaux canots de secours seront également utilisés comme bateau escorte pour les nouveaux radeaux de sauvetage servant de dispositifs d'évacuation en mer. Deux nouveaux bossoirs de mise à l'eau pour canots de secours seront également installés (à bâbord et à tribord) pour soutenir les nouveaux canots de secours. Voir la spécification distincte relative à l'approvisionnement de l'annexe 2 pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences précises concernant les bossoirs.

2 NOUVEAUX CANOTS DE SECOURS

Deux (2) nouveaux canots de secours seront installés au niveau du pont des embarcations (à bâbord et à tribord). L'unité à bâbord remplacera le bateau de travail existant actuellement installé environ à la membrure 95 et un deuxième nouveau canot de secours sera installé à peu près au même endroit à tribord. Les canots de secours doivent être du même modèle et du même type et avoir la même date et le même procédé de fabrication.

3 PRINCIPALES PARTICULARITÉS, *HOLIDAY ISLAND*

Longueur hors tout	99,098 m
Longueur entre les perp.	96,622 m
Largeur hors tout	20,749 m
Largeur hors-membre	20,422 m
Profondeur	7,087 m
Tirant d'eau	5,029 m
Franc-bord (au pont d'emb.)	10,63 m

4 RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉQUIPEMENT DE SAUVETAGE (EXISTANT)

Passagers	377
-----------	-----

Équipage	22
Capacité	399
Classe de voyage	Voyage à proximité du littoral, classe 2, voyages de cabotage, classe III
Gilets de sauvetage	FitzWright « Pacifica »
Bateau de travail	Radeau gonflable 7 places Narwhal, avec moteur hors-bord 25 ch.
Embarcations de sauvetage existantes	(2) 60 personnes, type ouvert
Radeaux de sauvetage existants	(12) 25 personnes, gonflables

5 OBJET

La présente spécification relative à l'approvisionnement vise à solliciter un organisme (fabricant ou fournisseur) spécialisé dans les « canots de secours » de type approuvé pour fournir les unités requises à bord du *Holiday Island*. Le fournisseur fournira les nouveaux canots de secours et l'équipement/les composants connexes et offrira au représentant détaché du fabricant d'équipement d'origine (FEO) de superviser l'installation et l'essai final des unités, en présence d'un expert maritime de Lloyd's Register (LR).

Le fabricant/fournisseur retenu est responsable de l'approvisionnement et de la livraison des nouveaux canots de secours à Caribou, en Nouvelle-Écosse, y compris tout le transport, les droits de douane et les taxes. Le bâtiment sera amarré à son quai d'attache à Caribou, en Nouvelle-Écosse, pendant la phase d'installation, avant le 30 mars 2021, et la livraison des nouvelles unités doit avoir lieu avant cette date.

Le fabricant/le fournisseur retenu est chargé de s'assurer que tout l'équipement fourni est approuvé par une société de classification qui agit à titre d'organisme reconnu (OR) pour Sécurité et sûreté maritimes de Transports Canada (SSMTC) et qui est acceptée par Lloyd's Register. Tous les composants fournis doivent respecter le *Règlement sur l'équipement de sauvetage*, le Recueil international de règles relatives aux engins de sauvetage et les exigences des points 7 et 8 de la présentation spécification relative à l'approvisionnement. Les attestations doivent être fournies à la date d'échéance de la livraison des canots de secours, ou avant.

L'espace réservé au poste de rassemblement et la zone pour l'installation du nouvel équipement de sauvetage sont déjà déterminés, et tout nouvel équipement devra être installé en respectant les limites réelles.

6 TROUSSE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

Le fabricant/fournisseur doit fournir une liste de référence énumérant les canots de secours proposés actuellement en service. Il doit indiquer un minimum de six (6) approvisionnements similaires au cours des dix (10) dernières années. La liste de référence doit aussi comprendre les installations actuelles d'équipement du fabricant d'équipement d'origine (FEO) du fournisseur ayant été réalisées et entretenues au Canada par le fabricant au cours des dix (10) dernières années. Ces dernières peuvent avoir été réalisées avec de l'équipement de génération antérieure.

Le soumissionnaire doit inclure dans la trousse de présentation de la soumission un document de référence dûment rempli intitulé « Section de renvoi aux exigences », qui indiquera le numéro de la page et du paragraphe de la trousse où les exigences énoncées dans cette

spécification sont respectées. Une copie du modèle de ce document figure dans les documents d'invitation à soumissionner.

De plus, le soumissionnaire doit remplir le tableau « Canots de secours – Confirmation de la portée de l'approvisionnement par le fournisseur » qui vise à confirmer les intentions des soumissionnaires par leur réponse aux différentes questions qui s'appliquent aux éléments 7, 8 et 9 du présent énoncé des besoins. Ce tableau sera utilisé dans le cadre du processus global d'évaluation technique. Il doit être rempli au complet afin de satisfaire aux exigences des critères obligatoires TO-1. Il servira également de liste de contrôle au soumissionnaire pour la préparation de sa réponse à la demande de soumissions. Une copie du tableau est incluse dans les documents d'invitation à soumissionner.

Le soumissionnaire doit fournir une copie de chacun des éléments suivants :

- Documents sur la conformité réglementaire se rapportant au point 7 de la présente spécification.
- Ventes, spécifications techniques et données publiées par les fabricants relatives aux articles énumérés aux points 7 et 8 de la présente spécification.
- Calendrier d'entretien publié par le fabricant concernant l'équipement comprenant les canots de secours proposés, ainsi que les composants et l'équipement connexe.
- Manuel d'utilisation et directives de mise à l'eau détaillées de l'équipement proposé publiés par les fabricants.
- Taux du service sur le terrain du FEO en date de l'appel d'offres (à des fins budgétaires seulement). Soulignons que le coût du transport et des déplacements est exclu.
- Devis pour les coûts de service annuels prévus, y compris les dispositifs de levage de chaque bateau, moteur et bossoir.

7 EXIGENCES ET NORMES GÉNÉRALES

Exigences liées à la réglementation, à la classification et aux normes

Les nouveaux canots de secours doivent être « homologués » par l'un des organismes reconnus (OR) approuvés par Sécurité et sûreté maritimes de Transports Canada dans le Programme de délégation des inspections obligatoires (PDIO) et acceptés par Lloyd's Register.

Le bâtiment *Holiday Island* est classé auprès de Lloyd's Register et est délégué dans le cadre du Programme de délégation des inspections obligatoires (PDIO) de Sécurité et sûreté maritimes de Transports Canada (SSMTC). Les nouveaux canots de secours fournis doivent respecter les exigences de Lloyd's Register et de la SSMTC.

REMARQUE : Les bateaux classés comme « canots de secours rapides » ou « embarcations de secours rapides » ne sont **PAS** acceptables, et auront pour conséquence que la soumission sera jugée non conforme. Cela s'explique par des exigences précises de formation et de certification de l'équipage associées à l'utilisation d'une embarcation de secours rapide.

Les canots de secours doivent satisfaire aux exigences rattachées aux normes suivantes. Les éditions en vigueur des documents au moment de l'invitation à soumissionner doivent être utilisées.

- Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) de l'OMI
- Recueil international de règles relatives aux engins de sauvetage de l'OMI, y compris les dernières recommandations du Recueil. En particulier, la résolution MSC.81(70) : Résolution MSC.81(70) de l'Organisation maritime internationale intitulée Recommandation révisée sur la mise à l'essai des engins de sauvetage et annexes, dans sa forme modifiée
- Règles et règlements de classification des bâtiments (Lloyd's Register)
- *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* (LMMC 2001)
 - *Règlement sur l'équipement de sauvetage*
 - *Règlement sur les machines de navires*
 - *Règlement sur la pollution par les bâtiments et sur les produits chimiques dangereux*
- Publications de Transports Canada :
 - TP14475 – Norme canadienne sur les engins de sauvetage
 - TP14612 – Procédures d'approbation de l'équipement de sauvetage et des produits de protection structurale contre l'incendie
 - TP13585 – Politique relative aux moteurs hors-bord ayant la certification SOLAS
 -
- Exigences de LR
- Toutes les composantes fournies doivent respecter les conditions de service suivantes :
 - Température de l'air extérieur comprise entre -10 °C et +35 °C;
 - Vitesse du vent de 50 nœuds;
 - Température de l'eau entre -2°C et +30 °C.

8 DESCRIPTION DES BESOINS

8.1 ÉQUIPEMENT PRINCIPAL ET ARTICLES À FOURNIR

Le fabricant/fournisseur devra fournir les nouveaux canots de secours (installation de pont ouvert) qui seront achetés selon la présente spécification relative à l'approvisionnement. Principal équipement à installer :

- Deux (2) **canots de secours** pour six personnes approuvés par Transports Canada et homologués comme satisfaisant aux exigences de la Convention SOLAS. Le canot doit être d'une longueur nominale de six (6) mètres. (Remarque : La longueur réelle doit être de $\pm 0,5$ m de six mètres, de l'extrémité avant du canot jusqu'au tableau arrière.) Les canots de secours doivent être de l'un des types suivants :
 - a) Une embarcation à monocoque rigide. Ce type doit avoir une coque en composite verre-résine.

- OU -

- b) Une embarcation pneumatique à coque rigide (RHIB). Ce type doit avoir une coque rigide et un tableau arrière sur lequel les pontons gonflables sont fixés, qui peuvent être en composite verre-résine ou en aluminium.
- Trois (3) moteurs hors-bord à essence (minimum 40 ch x 1 par bateau + 1 moteur identique de rechange), qui peuvent être installés sur les canots de secours fournis. Il doit s'agir de moteurs à 4-temps. Si des moteurs à 2-temps sont offerts, il doit s'agir de moteurs à injection d'huile – l'utilisation d'un mélange d'essence/d'huile n'est pas acceptable. De préférence, le moteur aura la certification SOLAS dans la mesure où un modèle de moteur approprié est disponible. Sinon, un moteur n'ayant pas la certification SOLAS peut être proposé. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement si le modèle du moteur proposé fait partie d'un programme SOLAS ou s'il s'agit d'un modèle de moteur commercial. Voir également le document TP13585 pour obtenir de plus amples renseignements.
 - Le choix du moteur et de l'hélice doit pouvoir satisfaire aux exigences minimales de force associées à la traction d'un radeau de sauvetage rempli au maximum de sa capacité. Une force de traction de 3,86 kN à 3 nœuds s'applique aux plus gros des radeaux de sauvetage utilisés (100 personnes).
 - Une capacité de stockage de carburant suffisante doit être prévue pour satisfaire à l'exigence de fonctionnement d'un minimum de 4 heures à 6 nœuds, conformément au Recueil international de règles relatives aux engins de sauvetage. Pour faciliter la manutention du carburant, la préférence est accordée à l'utilisation de réservoirs à carburant portatifs : quatre (4) réservoirs à carburant de 25 L (2 réservoirs par canot) doivent être fournis ou le critère d'autonomie susmentionné doit être satisfait, selon la plus grande des deux valeurs. Les réservoirs portatifs doivent être munis d'un tuyau flexible et d'un raccord à dégagement rapide adapté à l'orifice d'alimentation en carburant du moteur.

Si l'embarcation est équipée de réservoirs à carburant sur coque, la capacité totale de carburant doit être d'au moins 50 L ou le critère d'autonomie susmentionné doit être satisfait, selon la plus grande des deux valeurs. Le dispositif reliant ces réservoirs au moteur doit être constitué d'un tuyau flexible comportant un raccord à dégagement rapide adapté à l'orifice d'alimentation en carburant du moteur et permettant le remplacement facile des réservoirs portatifs par des réservoirs sur coque au besoin.

- Les moteurs doivent être à démarrage électrique avec batteries grande capacité de type marin fournies.
- Les moteurs fournis doivent être munis de garde-hélices fermés comme dispositif de sécurité pour les personnes dans l'eau.
- Le fabricant/fournisseur est responsable de fournir les plans requis à approuver par Lloyd's Register pour l'approvisionnement de canots de secours. Les coûts des services de LR devraient être conformes au point 11. Des copies électroniques des dessins approuvés, y compris toute documentation d'approbation, doivent être présentées à TC.

8.2 EXIGENCES RELATIVES AUX NOUVEAUX CANOTS DE SECOURS ET À LEURS ACCESSOIRES

- Les canots de secours proposés pouvoir être mis à l'eau et récupérés avec un équipement et un équipage complet dans des conditions difficiles d'assiette allant jusqu'à 10 ° et une

gîte allant jusqu'à 20 °. La hauteur du franc-bord du bâtiment du pont des embarcations à la ligne de flottaison sur le *Holiday Island* est de 10,63 m. Cette hauteur doit être confirmée par TC et NFL avant la commande du nouveau système.

- Les canots de secours proposés doivent être mis en service, constituer des modèles actuellement en production et être représentés par le fabricant d'équipement d'origine (FEO) au Canada. L'organisme de services désigné du fabricant doit être en mesure de fournir des représentants détachés qualifiés, d'offrir un soutien approfondi concernant la documentation des composants et d'offrir un soutien technique et la réparation. L'organisme de services doit être en mesure d'offrir ces services et des pièces à Caribou, en Nouvelle-Écosse, ainsi qu'à tous les grands chantiers navals situés dans les provinces de l'Atlantique (N.-É., N.-B., Î.-P.-É. et T.-N.L.) dans un délai de 48 heures suivant l'avis.
- Les nouveaux canots de secours doivent être fournis avec l'ensemble des dispositifs d'abaissement, de levage et de remorquage et les élingues ou filières de secours et les composants nécessaires pour assurer la sécurité des opérations de déploiement, de récupération et de sauvetage.
- Il est préférable que le dispositif de levage associé aux nouveaux canots de secours soit du type à poteau fixe et fasse partie intégrante de la coque rigide de l'embarcation. Ce poteau comprendrait également le croc de dégagement. L'embarcation peut aussi être équipée d'un dispositif de levage à l'élingue, à condition qu'il comporte au moins deux (2) points de levage à l'avant et deux (2) points de levage à l'arrière du tableau, et qu'il soit muni d'une élingue de levage à un (1) point pour les charges de levage liées à l'embarcation, aux passagers et à l'équipement.
- Une élingue à trois points d'attache n'est pas acceptable. Le dispositif de levage doit être équilibré et convenir pleinement à un mécanisme de levage de type garant sur un seul point.
 - Le dispositif de levage doit comprendre un croc de dégagement de charge avec une commande marche-arrêt, et qui est approuvé par un OR au nom de TC (Voir également les points 7, 11 et 14.) Une copie (ou autre) de cette attestation doit être fournie dans les documents de la soumission.
 - Un croc de dégagement de charge avec une commande marche-arrêt de rechange doit être fourni s'il fait partie de l'approvisionnement du canot de secours.
- Les nouveaux canots de secours doivent être équipés d'un ou de plusieurs points de remorquage appropriés pour la manutention des radeaux de sauvetage chargés après l'embarquement au moyen du dispositif d'évacuation en mer. Une force de traction de 3,86 kN à 3 nœuds s'applique aux plus gros des radeaux de sauvetage utilisés. Les points de remorquage doivent être intégrés au tableau arrière des canots de secours ou à une partie rigide des composantes de la coque des canots.
- Les nouveaux canots de secours doivent être munis d'un pupitre de commande central et d'un poste de gouvernail sur l'axe longitudinal de l'embarcation, avec commandes moteur et tous les instruments fournis par le constructeur du moteur.
- Le pupitre doit aussi comporter un interrupteur de sûreté qui arrête le moteur dans l'éventualité où le conducteur tomberait du pupitre ou de l'embarcation.

- Chaque canot de secours doit être muni de tout l'équipement nécessaire requis par la réglementation sur les canots de secours.
- Chaque canot de secours doit en outre être muni d'un filet de sauvetage nautique pour faciliter la récupération d'une personne à l'eau le long de l'embarcation. Le filet de sauvetage nautique doit être d'une longueur verticale compatible avec le plat-bord et le franc-bord du canot de secours. Il doit également être conçu de telle sorte que, lorsqu'il est fixé sur le côté de l'embarcation, il puisse être enroulé en forme de tube pour être rangé *in situ* lorsqu'il n'est pas utilisé. Le filet de sauvetage doit comporter un levier de manœuvre.
- Deux (2) berceaux préfabriqués en acier doivent être fournis, un pour chaque canot de secours. Ces berceaux doivent pouvoir être utilisés pour arrimer et fixer les canots de secours lorsqu'ils ne sont pas utilisés, et pouvoir être installés sur le pont de l'embarcation. Des berceaux avec un cadre en aluminium peuvent être fournis à la place des berceaux en acier à condition que la surface intérieure de leurs pieds puisse être boulonnée à une plaque en acier soudée sur le pont de l'embarcation. Des saisines pour fixer le canot de secours aux berceaux et aux cales doivent être incluses, ainsi que les paliers ou les points de frottement connexes.
-
- Deux (2) housses de rangement adaptées au profil et à la configuration du canot de secours et du moteur, avec des saisines, doivent être fournies pour la protection du canot lorsqu'il n'est pas utilisé. Les housses doivent être en tissu imperméable et résistant aux rayons UV, et être adaptées aux conditions du climat ambiant indiquées à l'élément 7.
- Des bandes réfléchissantes et les marques requises par la réglementation, y compris le nom du bateau, doivent être fournies avec ce dernier.
- L'entrepreneur indiquera si les moteurs hors-bord sont en mesure de fonctionner à des températures inférieures à -10 °C et si des modifications sont nécessaires pour qu'ils puissent fonctionner dans cette plage de température.

9 EXPÉRIENCE ET QUALIFICATIONS

L'expérience, l'expertise et les qualifications professionnelles du fabricant/fournisseur sont essentielles à l'obtention d'un résultat positif. Par conséquent, le fabricant/fournisseur doit posséder une expérience de la fourniture de canots de secours semblables à bord de bâtiments de taille et de complexité comparables à celles du *Holiday Island*.

Le fabricant/fournisseur doit également vérifier la disponibilité d'un établissement de service autorisé par l'usine dans l'Est du Canada/en Nouvelle-Écosse/à l'Île-du-Prince-Édouard ayant du personnel et des ressources qualifiés de l'usine nécessaires à la prestation future des services de garantie, d'entretien et de réparation pour le canot de secours et le mécanisme de levage. Le nom et l'adresse de l'établissement de service, ainsi qu'une copie de l'attestation du FEO ou toutes autres qualifications pour le personnel d'entretien nommé doivent être fournis avec la soumission.

Afin que les limites des établissements de service désignés soient évidentes, le fournisseur doit confirmer si le personnel correspondant est basé dans les emplacements désignés de manière permanente, ou si le déplacement du personnel d'entretien d'autres endroits au Canada ou

ailleurs est plutôt nécessaire afin de satisfaire aux exigences d'entretien. Il faut également indiquer s'il est nécessaire d'expédier l'équipement à un autre emplacement à l'extérieur de l'établissement de service désigné.

10 DESSINS ET RENSEIGNEMENTS FOURNIS

La documentation suivante sera remise aux soumissionnaires :

- Plan d'ensemble du bâtiment
- Plan de sauvetage
- Plan d'isolation-incendie

11 RESPONSABILITÉS DU FABRICANT/FOURNISSEUR ET DE TRANSPORTS CANADA

Le fabricant/fournisseur doit s'assurer que tous les composants des unités fournies et les composants connexes sont approuvés par une société de classification qui agit à titre d'organisme reconnu (RO) pour SSMTC et qui est acceptée par Lloyd's Register. De plus, le canot de secours et le dispositif de largage doivent respecter le Recueil international de règles relatives aux engins de sauvetage et être certifiés au Canada conformément aux TP14612 et TP14475, ainsi qu'au *Règlement sur l'équipement de sauvetage*.

Si on propose d'utiliser de l'équipement marin certifié selon la Directive de l'équipement marin de (MED) de l'Union européenne à bord de navires canadiens, le fournisseur doit noter que, cette certification, par elle-même, n'est pas acceptable pour Sécurité et sûreté maritimes de Transports Canada (SSMTC). Le fournisseur sera plutôt responsable d'obtenir les services d'un organisme reconnu pour fournir la déclaration de conformité selon les exigences de Transports Canada. Consulter également le document suivant pour obtenir de plus amples renseignements :

Avis à l'industrie – Approbation de type et Directive de l'équipement marin (MED) sur les navires canadiens (voir la copie en annexe).

Le coût de ce processus d'attestation sera remboursé au fournisseur à partir des factures réelles de l'organisme reconnu. Cette demande doit être soumise dans le cadre de la facturation finale du contrat.

Le fournisseur doit clairement indiquer qu'il est en mesure de fournir les attestations indiquées conformément aux points 7 et 8 de sa soumission. Transports Canada acceptera une déclaration du fournisseur selon laquelle le canot de secours sera livré avec une attestation émise au nom de SSMTC, conformément au document TP 14612.

Les dispositions réglementaires canadiennes qui s'appliquent exigent l'utilisation d'un croc de dégagement de charge avec une commande marche-arrêt pour les canots de secours. Si le fournisseur souhaite utiliser un autre type de dispositif de dégagement, il sera responsable de prendre les dispositions nécessaires pour obtenir une approbation ponctuelle à cet effet de SSMTC, par l'intermédiaire d'un organisme reconnu. Cette approbation doit être obtenue au plus tard au moment de la livraison du canot de secours. Voir également le point 14.

REMARQUE : Les bateaux classés comme « canots de secours rapides » ou « embarcations de secours rapides » ne sont **PAS** acceptables, et auront pour conséquence que la soumission

sera jugée non conforme. Cela s'explique par des exigences précises de formation et de certification de l'équipage associées à l'utilisation d'une embarcation de secours rapide.

Le fabricant/fournisseur présentera à TC une copie du certificat d'essai de réception en usine à l'égard de l'équipement.

Les installations du fabricant doivent satisfaire aux exigences de Lloyd's Register et du Recueil international de règles relatives aux engins de sauvetage de l'OMI en matière d'assurance de la qualité. Les fabricants des principaux composants doivent avoir obtenu la certification de norme de qualité ISO 9001, ou supérieure ou équivalente.

Les nouveaux canots de secours doivent être livrés au bâtiment à Caribou, en Nouvelle-Écosse, avant le 1^{er} février 2021.

12 CONTRAINTES IMPOSÉES

Les décisions relatives à la révision ou à la définition des critères de recherche clés ainsi que des obligations et exigences contractuelles sont exclues des services fournis par le fabricant/fournisseur. Le personnel du fabricant/fournisseur se limitera à formuler des commentaires et des recommandations seulement à l'autorité technique concernant ces enjeux.

L'ensemble des dessins, des rapports, des données, des documents ou du matériel fournis au fabricant/fournisseur par le gouvernement du Canada demeurent la propriété de ce dernier et ne doivent être utilisés qu'aux fins des présents besoins. Le fabricant/fournisseur doit protéger les éléments précédents contre toute utilisation non autorisée et ne les divulguer à aucun tiers ni à aucune personne ou agence sans la permission écrite expresse de l'autorité technique. Ces renseignements et ce matériel doivent être retournés à l'autorité technique une fois les services rendus ou à la demande de celle-ci.

Toute la correspondance, qu'elle ait été produite par le personnel du fabricant/fournisseur ou par une section de TC, doit être présentée à l'autorité technique. La correspondance comprend les comptes rendus des conversations ou des décisions et la correspondance écrite, quel qu'en soit le format.

L'autorité technique ou tout autre représentant autorisé du Ministère doit avoir accès aux travaux exécutés en tout temps.

Le fabricant/fournisseur doit veiller à ce que ses employés n'utilisent pas les titres, les logos ou le symbole du gouvernement du Canada ou de TC sur leurs cartes professionnelles, dans leur bureau ou poste de travail ou dans la correspondance papier et électronique d'une manière qui pourrait laisser entendre que les employés contractuels sont employés par le gouvernement du Canada.

13 ASSURANCE DE LA QUALITÉ ET PREUVE DE RENDEMENT

Les nouveaux canots de secours doivent faire l'objet d'essais conformément aux exigences des points 7 et 8. Le fabricant/fournisseur est responsable de fournir la documentation sur les essais de réception en usine qui présentent précisément les numéros de série des bossoirs fournis des canots de secours qui sont fournis.

Le fournisseur est responsable de la livraison des canots de secours à la destination indiquée au point 8.2.

Le fabricant/fournisseur devra fournir un ensemble d'instructions détaillées pour l'installation et fournir un programme de tests et d'essais, y compris les résultats attendus pour la vérification de tous les composants.

14 ATTESTATIONS

Le fabricant/fournisseur doit obtenir et fournir à Transports Canada et à Lloyd's Register toutes les certifications techniques requises, comme il est précisé dans les règles et les codes applicables. Elles doivent inclure les éléments suivants, sans s'y limiter :

- Certificats d'inspection du matériel et des composants, y compris tous les rapports d'essai à l'appui des attestations.
- Certificats d'essais de matériel, y compris tous les rapports d'essai à l'appui des certificats et les certificats d'homologation de type;
- Certificat d'approbation de classification pour les nouveaux canots de secours et les crocs de dégagement de charge avec une commande marche-arrêt (le cas échéant pour les canots de secours);
- Certificats de tests de charge pour les élingues de levage et les pièces d'extrémité (le cas échéant).

Deux (2) copies originales dactylographiées de toutes les données d'essai susmentionnées doivent être fournies à l'autorité technique (AT) avant l'acceptation.

REMARQUE : Le soumissionnaire est le seul responsable d'obtenir tout essai, toute documentation ou toute certification qui pourraient être nécessaires pour satisfaire aux exigences de la SSMTCC pour l'utilisation de crocs d'échappement largable, de canot de secours et d'un moteur sur un navire battant pavillon canadien. Ceux-ci doivent être disponibles au plus tard à la livraison de cet équipement. Le défaut de fournir les attestations requises constituera un motif pour le rejet de l'équipement, et mènera à l'annulation du contrat attribué, sans autre obligation de la part de l'acheteur.

15 PRODUITS LIVRABLES

Les produits livrables doivent avoir la forme des services fournis à l'autorité technique, conformément à l'évaluation, et des produits correspondants.

Une réunion sera organisée dans les bureaux du fabricant/fournisseur ou par téléconférence avec l'autorité technique pour discuter du projet et des produits livrables. Le fabricant/fournisseur devra fournir au client les renseignements suivants :

Avant de commander les canots de secours :

- Dessin d'aménagement des canots de secours (plan d'ensemble modifié du bâtiment, y compris les nouveaux bossoirs)
- Procédure de déploiement et de récupération utilisée pour ce type de canot de secours (p. ex. personnel minimal à affecter, etc.).
- Documentation technique sur l'équipement proposé.
- Le client commentera ensuite l'équipement proposé et approuvera le plan d'ensemble conceptuel.

Deux (2) canots de secours, des moteurs hors-bord à essence et l'équipement connexe doivent être fournis conformément à la présente spécification. Le fabricant/fournisseur retenu est responsable de fournir et de livrer le nouvel équipement de sauvetage à Caribou, en Nouvelle-Écosse, au plus tard le 1^{er} février 2021, et il doit veiller au transport et au paiement des droits et des taxes, s'il y a lieu.

Trois (3) exemplaires des manuels d'exploitation (en anglais et en français) à reliure, en format papier, dans lesquels on donne les détails du fonctionnement des canots de secours, de même que de leur entretien, et une liste des pièces, doivent être fournis. De plus, une copie électronique en format PDF du manuel doit être fournie (en français et en anglais). Cela comprend des copies des certificats d'examen de type pour les essais de réception en usine, ainsi que des dessins d'installation et des instructions.

Le fabricant/fournisseur fournira une liste des pièces de rechange recommandées par le fabricant pour une durée de vie de dix (10) ans, tel qu'il est publié dans le manuel d'entretien du fabricant. La liste doit comprendre le numéro des pièces, le délai d'exécution des commandes, le prix de détail pour les pièces au moment de présenter la soumission, ainsi que la liste des distributeurs et des centres de service canadiens.

Le fabricant/fournisseur doit être conscient que les produits livrables peuvent faire partie d'une spécification ou d'une trousse de renseignements fournie ultérieurement à une autre entité. Par conséquent, le fabricant/fournisseur est informé que les renseignements pourraient être utilisés par d'autres parties.

16 CALENDRIER DU PROJET

L'approvisionnement des canots de secours doit être fait dans les plus brefs délais après l'attribution du contrat, au plus tard le 1^{er} février 2021 afin que les canots de secours puissent être installés avant le 31 mars 2021, à Caribou, en Nouvelle-Écosse. Le bâtiment sera en auto-carénage à ce moment-là.

17 GARANTIE

Le fournisseur doit offrir une garantie d'au moins un (1) an à partir de la date d'achèvement du contrat.

Le fournisseur doit indiquer si la garantie nécessite l'installation et la mise en service par un représentant détaché.

ANNEXE 2
NM *Holiday Island*
Spécification relative à l'approvisionnement
de bossoirs de canots de secours

pour

Transports Canada
45, prom. Alderney, C.P. 1013
Dartmouth (N.-É.) B2Y 2N6



Matrice des révisions

<i>Rév. n°</i>	<i>Brève description des révisions effectuées</i>	<i>Date de publication</i>
A	Transmis au client pour examen	17 déc. 2018
0	Transmis au client	6 févr. 2019
1	Révisé pour satisfaire aux exigences de l'appel d'offres	24 sept. 2019
2	Révisé pour satisfaire aux exigences de l'appel d'offres	18 juin 2020

TABLE DES MATIÈRES

1	GÉNÉRALITÉS	2
2	NOUVEAUX BOSSOIRS DE CANOTS DE SECOURS	2
3	PRINCIPALES PARTICULARITÉS, <i>HOLIDAY ISLAND</i>.....	2
4	RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉQUIPEMENT DE SAUVETAGE (EXISTANT)	3
5	OBJET	3
6	TROUSSE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION	3
7	EXIGENCES ET NORMES GÉNÉRALES.....	5
8	DESCRIPTION DES BESOINS	6
8.1	ÉQUIPEMENT ET ARTICLES À FOURNIR	6
8.2	FONCTIONNALITÉS DES NOUVEAUX BOSSOIRS DE CANOTS DE SECOURS ET DE LEURS ACCESSOIRES	6
9	EXPÉRIENCE ET QUALIFICATIONS	9
10	DESSINS ET RENSEIGNEMENTS FOURNIS	9
11	RESPONSABILITÉS DU FABRICANT/FOURNISSEUR ET DE TRANSPORTS CANADA	9
12	CONTRAINTES IMPOSÉES	10
13	ASSURANCE DE LA QUALITÉ ET PREUVE DE RENDEMENT.....	11
14	ATTESTATIONS	11
15	PRODUITS LIVRABLES	12
16	CALENDRIER DU PROJET	13
17	GARANTIE.....	13

1 GÉNÉRALITÉS

Le *Holiday Island*, qui appartient à Transports Canada (TC) et qui est exploité par Northumberland Ferries Limited (NFL), assure le service entre Wood Islands, Île-du-Prince-Édouard, et Caribou, Nouvelle-Écosse. Le bâtiment est exploité de mai à décembre chaque année, selon les conditions de glace. Le bâtiment est classé et est délégué à Lloyd's Register.

Le *Holiday Island* est certifié pour transporter 377 passagers et 22 membres d'équipage, pour un équipage total de 399 personnes. Selon la Classification maritime canadienne, ce bâtiment est classé dans la catégorie de voyage de cabotage de classe III. Par conséquent, conformément au *Règlement sur l'équipement de sauvetage* C1436, ce bâtiment est considéré comme ne ressortissant pas à la Convention de sécurité (classe III).

Le bâtiment est actuellement équipé d'un seul bateau de travail et d'un bossoir à pivotement situé à bâbord du bâtiment devant l'embarcation de sauvetage et le bossoir existants. Cette embarcation pneumatique n'est pas classée pour une utilisation à titre de canot de secours ou de bateau escorte et sera retirée du bâtiment, tout comme le bossoir qui lui est associé.

Les propriétaires ont l'intention d'installer deux nouveaux bossoirs de canots de secours dédiés au niveau du pont des embarcations (1-bâbord, 1-tribord). Deux nouveaux canots de secours seront également installés pour être utilisés avec les nouveaux bossoirs. Voir la spécification distincte relative à l'approvisionnement de l'annexe 1 pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences précises concernant les nouveaux canots de secours.

2 NOUVEAUX BOSSOIRS DE CANOTS DE SECOURS

Deux (2) nouveaux bossoirs de canots de secours (à pivotement) seront installés au niveau du pont des embarcations (à bâbord et à tribord). L'unité à bâbord remplacera le bossoir existant du bateau de travail actuellement installé à la membrure 87 environ et un deuxième nouveau bossoir sera installé du côté diagonalement opposé à tribord.

Les bossoirs doivent être du même modèle et du même type et avoir la même date et le même procédé de fabrication. Les treuils et les commandes doivent être situés du côté intérieur des bossoirs lorsqu'ils sont installés. Sauf si cela n'est pas possible autrement, les bossoirs bâbord et tribord doivent être de fabrication identique, et les installations à gauche et à droite doivent être faites en installant les bossoirs dans des orientations opposées.

3 PRINCIPALES PARTICULARITÉS, *HOLIDAY ISLAND*

Longueur hors tout	99,098 m
Longueur entre les perp.	96,622 m
Largeur hors tout	20,749 m
Largeur hors-membre	20,422 m
Profondeur	7,087 m
Tirant d'eau	5,029 m

Franc-bord (au pont d'emb.)	10,63 m
-----------------------------	---------

4 RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉQUIPEMENT DE SAUVETAGE (EXISTANT)

Passagers	377
Équipage	22
Capacité	399
Classe de voyage	Voyage à proximité du littoral, classe 2, voyages de cabotage, classe III
Gilets de sauvetage	FitzWright « Pacifica »
Bateau de travail	Radeau gonflable 7 places Narwhal, avec moteur hors-bord 25 ch.
Embarcations de sauvetage existantes	(2) 60 personnes, type ouvert
Radeaux de sauvetage existants	(12) 25 personnes, gonflables

5 OBJET

La présente spécification relative à l'approvisionnement vise à solliciter un organisme (fabricant ou fournisseur) spécialisé dans les systèmes de bossoirs de canots de secours pour fournir l'équipement et les composants nécessaires à bord du *Holiday Island*. Le fabricant/fournisseur fournira les nouveaux bossoirs et socles à pivotement et offrira au représentant détaché du fabricant d'équipement d'origine (FEO) de superviser l'installation et l'essai final des unités, en présence d'un expert maritime de Lloyd's Register (LR).

Le fabricant/fournisseur retenu est responsable de l'approvisionnement et de la livraison des nouveaux systèmes de bossoirs de canots de secours à Caribou, en Nouvelle-Écosse, y compris tout le transport, les droits de douane et les taxes. Le bâtiment sera amarré à son quai d'attache à Caribou, en Nouvelle-Écosse, pendant la phase d'installation, avant le 30 mars 2021, et la livraison des nouveaux bossoirs doit avoir lieu avant le 1^{er} février 2021.

Le fabricant/le fournisseur retenu est chargé de s'assurer que tout l'équipement fourni est approuvé par une société de classification qui agit à titre d'organisme reconnu (OR) pour Sécurité et sûreté maritimes de Transports Canada (SSMTC) et qui est acceptée par Lloyd's Register. Tous les composants fournis doivent respecter le *Règlement sur l'équipement de sauvetage*, le Recueil international de règles relatives aux engins de sauvetage et les exigences des points 7 et 8 de la présente spécification relative à l'approvisionnement.

L'espace réservé au poste de rassemblement et la zone pour l'installation du nouvel équipement de sauvetage sont déjà déterminés, et tout nouvel équipement devra être installé en respectant les limites réelles. Aucune partie des bossoirs ne doit s'étendre au-delà du côté vertical du bâtiment à l'emplacement d'installation requis.

6 TROUSSE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

Le fabricant/fournisseur doit fournir une liste de référence désignant le bossoir proposé actuellement en service. Il doit indiquer un minimum de six (6) approvisionnements similaires au cours des dix (10) dernières années. La liste de référence doit aussi comprendre les installations actuelles d'équipement du fabricant d'équipement d'origine (FEO) du fournisseur ayant été réalisées et entretenues au Canada par le fabricant au cours des dix (10) dernières

années. Ces installations peuvent avoir été réalisées avec de l'équipement de génération antérieure.

Le soumissionnaire doit inclure dans la trousse de présentation de la soumission un document de référence dûment rempli intitulé « Section de renvoi aux exigences », qui indiquera le numéro de la page et du paragraphe de la trousse où les exigences énoncées dans cette spécification sont respectées. Une copie du modèle de ce document figure dans les documents d'invitation à soumissionner.

De plus, le soumissionnaire doit remplir le tableau intitulé « Bossoirs – Confirmation de la portée de l'approvisionnement par le fournisseur », qui vise à confirmer les intentions du soumissionnaire par ses réponses aux diverses questions applicables aux points 7 et 8 et 9 du présent énoncé des besoins. Ce tableau sera utilisé dans le cadre du processus global d'évaluation technique. Il doit être rempli au complet afin de satisfaire aux exigences des critères obligatoires TO-11. Il servira également de liste de contrôle au soumissionnaire pour la préparation de sa réponse à la demande de soumissions. Une copie du tableau est incluse dans les documents d'invitation à soumissionner.

Le soumissionnaire doit fournir une copie de chacun des éléments suivants :

- Documents sur la conformité réglementaire se rapportant au point 7 de la présente spécification.
- Données techniques énumérées au point 8 de la présente spécification.
- Calendrier d'entretien publié par le fabricant concernant l'équipement comprenant les systèmes de bossoirs de canots de secours proposés.
- Ventes, spécifications techniques et directives de mise à l'eau détaillées de l'équipement proposé publiées par les fabricants.
- Prix à payer pour affecter le représentant détaché formé du fabricant d'équipement d'origine (FEO) pendant l'installation et la mise à l'essai des bossoirs de canots de secours proposés, ainsi que pendant la formation donnée sur le dispositif. L'entrepreneur doit également donner de l'information sur l'emplacement du représentant détaché au Canada et sur le délai de réponse lié associé à la norme de service pour l'affectation d'un représentant détaché sur place.
- Taux du service sur le terrain du FEO en date de l'appel d'offres (à des fins budgétaires seulement). Soulignons que le coût du transport et des déplacements est exclu.
- Le soumissionnaire doit fournir un dessin en format de CAO indiquant la position de chaque bossoir et démontrant la conformité aux exigences de la présente spécification. Le soumissionnaire doit indiquer tout déplacement d'équipement du bâtiment ou toutes réductions de la zone de passage des passagers à l'endroit de l'installation des nouveaux bossoirs.
- Devis pour les coûts de service annuels prévus.

7 EXIGENCES ET NORMES GÉNÉRALES

Exigences liées à la réglementation, à la classification et aux normes

Les systèmes de bossoirs de canots de secours doivent être « homologués » par l'un des organismes reconnus (OR) approuvés par Sécurité et sûreté maritimes de Transports Canada dans le Programme de délégation des inspections obligatoires (PDIO) et acceptés par Lloyd's Register.

Le bâtiment *Holiday Island* est classé auprès de Lloyd's Register et est délégué dans le cadre du Programme de délégation des inspections obligatoires (PDIO) de Sécurité et sûreté maritimes de Transports Canada (SSMTC). Les nouveaux bossoirs fournis doivent satisfaire aux exigences de Lloyd's Register et de la SSMTC.

Les bossoirs de canots de secours doivent satisfaire aux exigences rattachées aux normes suivantes. Les éditions en vigueur des documents au moment de l'invitation à soumissionner doivent être utilisées.

- Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) de l'OMI
- Recueil international de règles relatives aux engins de sauvetage de l'OMI, y compris les dernières recommandations du Recueil. En particulier, la résolution MSC.81(70) : Résolution MSC.81(70) de l'Organisation maritime internationale intitulée Recommandation révisée sur la mise à l'essai des engins de sauvetage et annexes, dans sa forme modifiée
- Règles et règlements de classification des bâtiments (Lloyd's Register)
- *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada (LMMC 2001)*
 - *Règlement sur l'équipement de sauvetage*
 - *Règlement sur les machines de navires*
 - *Règlement sur la construction de coques*
 - *Règlement sur la pollution par les bâtiments et sur les produits chimiques dangereux*
- Publications de Transports Canada :
 - TP127 – Normes d'électricité régissant les navires
 - TP14475 – Norme canadienne sur les engins de sauvetage
 - TP14612 – Procédures d'approbation de l'équipement de sauvetage et des produits de protection structurale contre l'incendie
 - Approbation de type et la Directive de l'équipement marin (MED) sur les navires canadiens (voir la copie en annexe)
- Exigences de LR

Toutes les composantes fournies doivent respecter les conditions de service suivantes :

- Température de l'air extérieur comprise entre -10 °C et +35 °C;
- Vitesse du vent de 50 nœuds;
- Température de l'eau entre -2 °C et +30 °C;
- Choc au chargement de 2,5 g à l'horizontale et de 1,5 g à la verticale.

8 DESCRIPTION DES BESOINS

8.1 ÉQUIPEMENT ET ARTICLES À FOURNIR

Le fabricant/fournisseur devra fournir les nouveaux bossoirs de canots de secours (installation de pont ouvert) qui seront achetés selon la présente spécification relative à l'approvisionnement. Équipement à installer :

- Deux (2) bossoirs de canots de secours à pivotement approuvés pour la classe.
- Postes de commande locaux des bossoirs.
- Le fabricant/fournisseur est responsable de fournir les plans requis à approuver par Lloyd's Register, y compris l'organisation et le paiement des services de LR. Des copies électroniques des dessins approuvés, y compris toute documentation d'approbation, doivent être présentées à TC.

8.2 FONCTIONNALITÉS DES NOUVEAUX BOSSOIRS DE CANOTS DE SECOURS ET DE LEURS ACCESSOIRES

- Les bossoirs de canots de secours doivent être de type pivotant et permettre la mise à l'eau des canots de secours entièrement équipés dans des conditions difficiles d'assiette allant jusqu'à 10 ° et une gîte allant jusqu'à 20 °. La hauteur du franc-bord du bâtiment du pont des embarcations à la ligne de flottaison sur le *Holiday Island* est de 10,63 m. Cette hauteur doit être confirmée par TC et NFL avant la commande du nouveau système.
- Les systèmes de bossoir proposés doivent être actuellement utilisés dans le service maritime, et le fabricant d'équipement d'origine (FEO) doit assurer une représentation au Canada. L'organisme de services désigné du fabricant doit détenir un stock de pièces de rechange essentielles et être en mesure d'affecter des représentants détachés qualifiés, d'offrir un soutien approfondi concernant la documentation des composants et d'offrir un soutien technique pour la révision normalisée et la réparation. L'organisme de services doit être en mesure d'offrir ces services et des pièces à Caribou, en Nouvelle-Écosse, ainsi qu'à tous les grands chantiers navals situés dans les provinces de l'Atlantique (N.-É., N.-B., Î.-P.-É., T.-N.L.) dans un délai de 48 heures suivant l'avis.
- Les deux bossoirs de canots de secours seront placés en configuration symétrique sur les côtés bâbord et tribord du pont des embarcations, le bateau bâbord faisant face à l'arrière et le bateau tribord faisant face à l'avant. Un des bossoirs nécessitera une rotation en sens horaire pour déployer le bateau, et le bossoir opposé nécessitera une rotation en sens antihoraire.
- La capacité des bossoirs, du treuil et des dispositifs à pivot doit correspondre au poids total des éléments suivants : nouveau canot de secours (y compris le carburant) + accessoires + équipage affecté + facteur de sécurité applicable. On estime que les nouveaux canots de secours (6 personnes) seront équipés de moteurs hors-bords de 40 à 75 ch. et qu'ils pèseront entre 1 200 et 1 800 kg avec un équipage complet (y compris le carburant et l'équipement).
- Le rayon du câble de levage, et donc la longueur du bras de bossoir, doit au minimum, selon la distance la plus grande : a) permettre la mise à l'eau du canot de secours dans les conditions de gîte de 20 ° indiquées ci-dessus, ou b) permettre la rotation du canot de

secours bout à bout sur 180 ° lorsqu'il est placé à l'extérieur du côté du navire. Le canot de secours devrait avoir une longueur nominale de 6 mètres, mais pourrait éventuellement être plus long. Le soumissionnaire doit confirmer la longueur réelle auprès du fournisseur du canot de secours. La position minimale des bossoirs par rapport au côté du navire, tout en respectant les exigences ci-dessus, doit être conforme aux exigences d'installation du fabricant de bossoirs. Il importe aussi d'assurer un accès du côté extérieur des bossoirs aux fins d'entretien.

- Les bossoirs doivent permettre d'abaisser ou de hisser efficacement les canots à vide au moyen des crocs. Il incombe à l'entrepreneur de fournir tout équipement supplémentaire nécessaire pour satisfaire à cette exigence.
- Le fabricant/fournisseur doit inclure dans sa soumission la fourniture et la livraison de nouveaux sièges sur socle de bossoir préfabriqués pour chacun des bossoirs fournis.
- Les systèmes de bossoirs de canots de secours doivent être fournis avec tout l'équipement et les pièces nécessaires à une installation complète et pleinement fonctionnelle permettant le déploiement et la récupération des canots de secours en situations normales et d'urgence.
- Les bossoirs doivent être électro-hydrauliques (ou électriques) et tous leurs principaux composants électriques et hydrauliques doivent être dissimulés de façon interne en guise de protection contre l'eau, la glace et les débris (dans la mesure du possible). Les composants électriques et hydrauliques dissimulés de façon interne doivent être recouverts d'un couvercle d'inspection aux fins d'accès et d'entretien.
- En plus de la station de commande hydraulique (électrique) locale, une commande mobile à distance pour les fonctions de levage et de pivotement doit être fournie lorsque cela est possible. La station de commande locale et la station de commande à distance doivent toutes deux comporter une fonction d'arrêt d'urgence. Si des leviers sont utilisés pour la station de commande à distance, ils doivent être dotés d'un rappel par ressort pour retour à la position neutre lorsqu'ils ne sont pas utilisés.
- L'installation doit fonctionner au moyen d'une alimentation électrique de 440 VAC, 3 PH, 60 Hz. Le coffret électrique exposé devrait être une enveloppe NEMA de type 4X (ou IP 56), ou l'équivalent et être fabriqué en acier ou en acier inoxydable.
- Les systèmes de bossoirs doivent fournir un seul point de levage pour le canot de secours. Ils doivent pouvoir assurer le levage au moyen de l'alimentation électro-hydraulique (ou électrique) dans des conditions normales, et permettre le levage manuel lorsque l'embarcation est privée d'énergie. Les systèmes de bossoirs doivent être équipés d'un système de freinage centrifuge offrant un fonctionnement à sécurité intégrée en cas de perte de pression hydraulique ou d'alimentation électrique. Ils doivent également être équipés d'une protection contre les surcharges.
- Le moteur du treuil doit pouvoir fonctionner aux vitesses de levage prescrites dans le Recueil international de règles relatives aux engins de sauvetage, ou aux vitesses suivantes (au croc) au minimum, lorsque celles-ci sont supérieures :
 - a) vitesse de levage (avec l'embarcation) : > 18 mètres/minute
 - b) vitesse d'abaissement (avec l'embarcation) : 40-60 mètres/minute

- Les bossoirs du canot de secours doivent pouvoir assurer le pivotement au moyen de l'alimentation électro-hydraulique dans des conditions normales, et permettre le pivotement manuel lorsque l'embarcation est privée d'énergie.
- Les treuils des bossoirs doivent être munis de câbles de levage antigiratoire résistant à la corrosion (galvanisés)
- Les fonctions de levage et de pivotement des bossoirs doivent être munies de dispositifs de sécurité qui coupent automatiquement l'alimentation avant que le câble de levage ou le bras de bossoir atteigne les arrêts afin d'éviter toute contrainte excessive sur les garants, les bossoirs ou les dispositifs à pivot.
- Un ou des dispositifs de chauffage pour les boîtiers de moteur et de démarreur devront être fournis ainsi que tout autre ensemble de chauffage (tels que des groupes moteurs, des boîtes à engrenages et des crocs de dégagement) nécessaire pour les conditions de climat froid/humide, tel qu'il est précisé dans le présent document.
- Le bossoir devra être pourvu d'un treuil mono-vitesse (ou à vitesse variable) aux fins de récupération.
- Lorsque le canot de secours n'est pas muni de son propre mécanisme de largage fixe, il doit être muni du système de bossoirs.

Dans ce cas, le treuil de bossoir doit être équipé d'un croc de dégagement de charge avec une commande marche-arrêt approuvé conformément aux exigences du point 7. Les crocs de dégagement à utiliser pour chaque bossoir doivent être de conception similaire et être fournis par le même fabricant.

Dans le cas où le mécanisme de largage est monté sur le canot de secours, le câble de levage doit être muni d'un anneau de levage intégré qui soit compatible avec le dispositif de largage. Cet anneau de levage doit être approuvé/testé comme partie intégrante du dispositif de câble de levage.

- Les systèmes de bossoirs doivent pouvoir fonctionner dans les plages de température indiquées au point 7.

L'entrepreneur/fournisseur indiquera si le bossoir est en mesure de fonctionner à des températures de -10 °C et si des modifications sont nécessaires pour fonctionner dans cette plage de température.

- La flèche des bossoirs doit être munie (ou pouvoir être munie) d'un projecteur DEL (ou similaire). Ce projecteur doit être conçu pour être alimenté par une source extérieure et indépendante afin d'éviter tout effet négatif sur les circuits de commande des bossoirs que pourraient entraîner des conditions de mise à la terre. Si le projecteur est considéré comme une option, le prix doit être proposé comme celui d'un article distinct dans le dossier d'appel d'offres des fournisseurs.
- Le fabricant/fournisseur doit fournir toutes les pièces de rechange mécaniques et électriques nécessaires à l'exécution de l'entretien régulier recommandé pendant

six (6) ans. Les pièces de rechange doivent comprendre un câble de levage de rechange. De plus, un croc de déchargement de charge avec une commande marche-arrêt de rechange doit être fourni s'il fait partie de l'approvisionnement des systèmes de bossoirs. Les pièces de rechange requises doivent être des pièces authentiques du FEO, tel qu'il est publié dans le manuel d'entretien du fabricant.

9 EXPÉRIENCE ET QUALIFICATIONS

L'expérience, l'expertise et les qualifications professionnelles du fabricant/fournisseur sont essentielles à l'obtention d'un résultat positif. Par conséquent, le fabricant/fournisseur doit posséder une expérience de la fourniture de bossoirs de canots de secours semblables à bord de bâtiments de taille et de complexité comparables à celles du *Holiday Island*.

Le fabricant/fournisseur doit également vérifier la disponibilité d'un établissement de service autorisé par l'usine dans l'Est du Canada ayant du personnel et des ressources qualifiés de l'usine nécessaires à la prestation future des services de garantie, d'entretien et de réparation pour le bossoir et le mécanisme de levage. Le nom et l'adresse de l'établissement de service, ainsi qu'une copie de l'attestation du FEO ou toutes autres qualifications pour le personnel d'entretien nommé doivent être fournis avec la soumission.

Afin que les limites des établissements de service désignés soient évidentes, le fournisseur doit confirmer si le personnel correspondant est basé dans les emplacements désignés de manière permanente, ou si le déplacement du personnel d'entretien d'autres endroits au Canada ou ailleurs est plutôt nécessaire afin de satisfaire aux exigences d'entretien. Il faut également indiquer s'il est nécessaire d'expédier l'équipement à un autre emplacement à l'extérieur de l'établissement de service désigné.

10 DESSINS ET RENSEIGNEMENTS FOURNIS

La documentation suivante sera remise aux soumissionnaires :

- a) Plan d'ensemble du bâtiment
- b) Plan de sauvetage
- c) Plan d'isolation-incendie

11 RESPONSABILITÉS DU FABRICANT/FOURNISSEUR ET DE TRANSPORTS CANADA

Le fabricant/fournisseur doit s'assurer que tous les composants des systèmes fournis et les composants connexes sont approuvés par une société de classification qui agit à titre d'organisme reconnu (RO) pour SSMTC et qui est acceptée par Lloyd's Register.

De plus, les bossoirs des canots de secours et les crocs de dégagement doivent respecter le Recueil international de règles relatives aux engins de sauvetage et être certifiés au Canada conformément aux TP127, TP14612 et TP14475, ainsi qu'au *Règlement sur l'équipement de sauvetage*.

Si on propose d'utiliser de l'équipement marin certifié en vertu de la Directive de l'équipement marin de (MED) de l'Union européenne à bord de navires canadiens, le fournisseur doit noter que, cette certification, par elle-même, n'est pas acceptable pour Sécurité et sûreté maritimes

de Transports Canada (SSMTC). Le fournisseur sera plutôt responsable d'obtenir les services d'un organisme reconnu pour fournir la déclaration de conformité selon les exigences de Transports Canada. Consulter également le document suivant pour obtenir de plus amples renseignements :

Avis à l'industrie – Approbation de type et Directive de l'équipement marin (MED) sur les navires canadiens (voir la copie en annexe)

Le coût de ce processus d'attestation sera remboursé au fournisseur à partir des factures réelles de l'organisme reconnu. Cette demande doit être soumise dans le cadre de la facturation finale du contrat.

Le fournisseur doit clairement indiquer qu'il est en mesure de fournir les attestations indiquées conformément aux points 7 et 8 de sa soumission. Transports Canada acceptera une déclaration du fournisseur selon laquelle le canot de secours sera livré avec une attestation émise au nom de SSMTC, conformément au document TP 14612.

Les dispositions réglementaires canadiennes qui s'appliquent exigent l'utilisation d'un croc de dégagement de charge avec une commande marche-arrêt pour les canots de secours. Si le fournisseur souhaite utiliser un autre type de dispositif de dégagement, il sera responsable de prendre les dispositions nécessaires pour obtenir une approbation ponctuelle à cet effet de SSMTC, par l'intermédiaire d'un organisme reconnu. Cette approbation doit être obtenue au plus tard au moment de la livraison du canot de secours. Voir également le point 14.

Le fabricant/fournisseur présentera à Transports Canada une copie du certificat d'essai de réception de l'usine à l'égard de l'équipement.

Les installations du fabricant doivent satisfaire aux exigences de Lloyd's Register et du Recueil international de règles relatives aux engins de sauvetage de l'OMI en matière d'assurance de la qualité. Les fabricants des principaux composants doivent avoir obtenu la certification de norme de qualité ISO 9001, ou supérieure ou équivalente.

Les nouveaux systèmes de bossoirs doivent être livrés au bâtiment à Caribou, en Nouvelle-Écosse, avant le 1^{er} février 2021.

12 CONTRAINTES IMPOSÉES

Les services fournis par l'entrepreneur ne visent aucune décision relative à la révision ou à la définition des critères de recherche clés et des obligations ou exigences contractuelles. Le personnel du fabricant/fournisseur se limitera à formuler des commentaires et des recommandations seulement à l'autorité technique concernant ces enjeux.

Les employés du fabricant/fournisseur qui fournissent les services demandés ne doivent nécessiter aucune supervision directe des fonctionnaires fédéraux et ne constituent aucunement des employés ni des fonctionnaires du gouvernement du Canada.

L'ensemble des dessins, des rapports, des données, des documents ou du matériel fournis au fabricant par le gouvernement du Canada demeurent la propriété de ce dernier et ne doivent être utilisés qu'aux fins des présents besoins. Le fabricant/fournisseur doit protéger les

éléments précédents contre toute utilisation non autorisée et ne les divulguer à aucun tiers ni à aucune personne ou agence sans la permission écrite expresse de l'autorité technique. Ces renseignements et ce matériel doivent être retournés à l'autorité technique une fois les services rendus ou à la demande de celle-ci.

Toute la correspondance, qu'elle ait été produite par le personnel du fabricant/fournisseur ou par une section de TC, doit être présentée à l'autorité contractante et à l'autorité technique. La correspondance comprend les comptes rendus des conversations ou des décisions et la correspondance écrite, quel qu'en soit le format.

L'autorité technique ou tout autre représentant autorisé du Ministère doit avoir accès aux travaux exécutés en tout temps.

Le fabricant/fournisseur doit veiller à ce que ses employés n'utilisent pas les titres, les logos ou le symbole du gouvernement du Canada ou de TC sur leurs cartes professionnelles, dans leur bureau ou poste de travail ou dans la correspondance papier et électronique d'une manière qui pourrait laisser entendre que les employés contractuels sont employés par le gouvernement du Canada.

13 ASSURANCE DE LA QUALITÉ ET PREUVE DE RENDEMENT

Les systèmes de bossoirs de canots de secours doivent être faire l'objet d'essais conformément aux exigences des points 7 et 8. Le fabricant/fournisseur est responsable de fournir la documentation sur les essais de réception en usine qui présentent précisément les numéros de série des bossoirs fournis.

L'entrepreneur est responsable de la livraison des systèmes de bossoirs complets à la destination indiquée au point 8.2.

Tests et essais :

- La mise à l'essai devra être effectuée conformément aux exigences du Recueil LSA, « Procédures d'essais et d'évaluation », partie 2, y compris les crocs de dégagement, s'il y a lieu.
- Les essais en usine devront inclure la capacité statique de 2,2 fois la charge maximale pratique, conformément aux exigences des points 7 et 8. L'entrepreneur est responsable de prendre les dispositions nécessaires pour permettre à Lloyd's Register d'être présent aux essais, au besoin (ou un autre organisme reconnu (OR) approuvé par la Sécurité et sûreté maritimes de Transports Canada (SSMTC) dans le cadre du Programme de délégation des inspections obligatoires (PDIO) et accepté par Lloyd's Register).
- TC doit recevoir un préavis minimum de 30 jours avant les tests et essais et doit avoir l'option d'assister aux essais de réception en usine à sa discrétion.

L'entrepreneur devra fournir un ensemble d'instructions détaillées pour l'installation et fournir un programme de tests et d'essais, y compris les résultats attendus pour la vérification de tous les systèmes.

14 ATTESTATIONS

Le fabricant/fournisseur doit obtenir et fournir à Transports Canada et à Lloyd's Register toutes les certifications techniques requises, comme il est précisé dans les règles et les codes applicables. Elles doivent inclure les éléments suivants, sans s'y limiter :

- Certificats d'inspection du matériel et des composants, y compris tous les rapports d'essai à l'appui des attestations.
- Certificats d'essais de matériel, y compris tous les rapports d'essai à l'appui des certificats et les certificats d'approbation de type.
- Certificat d'approbation de classification pour les nouveaux bossoirs et les crocs de dégagement de charge.
- Certificats de tests de charge pour le câble de levage et les pièces d'extrémité.

Deux (2) copies originales dactylographiées de toutes les données d'essai susmentionnées doivent être fournies à l'autorité technique (AT) avant l'acceptation.

REMARQUE : Le soumissionnaire est le seul responsable d'obtenir tout essai, toute documentation ou toute certification qui pourraient être nécessaire pour satisfaire aux exigences de la SSMTTC pour l'utilisation de crocs de dégagement et du bossoir sur un navire battant pavillon canadien. Ceux-ci doivent être disponibles au plus tard à la livraison de cet équipement. Le défaut de fournir les attestations requises constituera un motif pour le rejet de l'équipement, et mènera à l'annulation du contrat attribué, sans autre obligation de la part de l'acheteur.

15 PRODUITS LIVRABLES

Les produits livrables doivent avoir la forme des services fournis à l'autorité technique, conformément à l'évaluation, et des produits correspondants.

Une réunion sera organisée dans les bureaux du fabricant/fournisseur ou par téléconférence avec l'autorité contractante et l'autorité technique pour discuter du projet et des produits livrables. Le fabricant/fournisseur devra fournir au client les renseignements suivants :

Avant de commander les systèmes de bossoirs de canots de secours :

- Dessin d'aménagement des bossoirs des canots de secours (plan d'ensemble modifié du bâtiment), y compris le canot de secours sélectionné.
- Procédure opérationnelle utilisée pour ce type de bossoirs (p. ex. personnel minimal à affecter, etc.).
- Documentation technique sur l'équipement proposé.
- Le client commentera ensuite l'équipement proposé et approuvera le plan d'ensemble conceptuel.

Deux (2) bossoirs de canots de secours doivent être fournis conformément à la présente spécification. Le fabricant/fournisseur retenu est responsable de livrer le nouvel équipement de sauvetage à Caribou, en Nouvelle-Écosse, au plus tard le 1^{er} février 2021, et il doit veiller au transport et au paiement des droits et des taxes, s'il y a lieu.

Le fabricant/fournisseur doit présenter un prix pour l'affectation de techniciens de service (représentants détachés) pendant la phase d'installation et d'essai de réception pendant une période suffisante pour permettre de satisfaire aux exigences réglementaires et de classification, et démontrer que les exigences de la présente spécification relative à l'approvisionnement sont respectées. Les essais seront effectués conformément au Recueil international de règles relatives aux engins de sauvetage et au *Règlement sur l'équipement de sauvetage*.

Les manuels d'installation et d'exploitation [trois (3) exemplaires en anglais et un (1) exemplaire en français], à reliure, en format papier, dans lesquels on donne les détails de l'installation et du fonctionnement du système, de même que de son entretien, et une liste des pièces. De plus, une copie électronique en format PDF du manuel doit être fournie (en français et en anglais). Cela comprend des copies des certificats d'examen de type pour les essais de réception en usine, ainsi que des dessins d'installation et des instructions.

Deux (2) séances distinctes de formation et de familiarisation avec les bossoirs de canots de secours et leur fonctionnement, destinées aux deux (2) équipages du bâtiment. Il est prévu que les séances de formation seront données consécutivement pendant environ la même période que la mise en service des systèmes de canots de secours et de bossoirs, et que des représentants détachés seront affectés. Un DVD de formation sera également fourni au client.

Le fabricant/fournisseur doit fournir toutes les pièces de rechange mécaniques et électriques nécessaires à l'exécution de l'entretien régulier recommandé pendant six (6) ans. Les pièces de rechange doivent comprendre un câble de levage de rechange, conformément au point 8.2. De plus, un croc de dégagement de charge avec une commande marche-arrêt, conformément au point 8.2, doit être fourni s'il fait partie de l'approvisionnement des systèmes de bossoirs. Les pièces de rechange requises doivent être des pièces authentiques du FEO, tel qu'il est publié dans le manuel d'entretien du fabricant.

Le fabricant/fournisseur doit être conscient que les produits livrables peuvent faire partie d'une spécification subséquente ou d'une trousse de renseignements fournie à une autre entité. Par conséquent, le fabricant/fournisseur est informé que les renseignements pourraient être fournis à d'autres parties et utilisés par celles-ci.

16 CALENDRIER DU PROJET

L'approvisionnement des bossoirs des canots de secours doit être fait dans les plus brefs délais après l'attribution du contrat, au plus tard le 1^{er} février 2021 afin que les bossoirs puissent être installés avant le 31 mars 2021, à Caribou, en Nouvelle-Écosse. Le bâtiment sera en auto-carénage à ce moment-là.

17 GARANTIE

Le fournisseur doit offrir une garantie d'au moins un (1) an à partir de la date d'achèvement du contrat.

Le fournisseur doit indiquer si la garantie nécessite l'installation et la mise en service par un représentant détaché.